



## DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

**Appel d'offres ouvert N° 063-24-AOO**

**Travaux d'aménagement de la station des grands taxis à l'aéroport Casablanca Mohammed V**

## TABLE DES MATIERES

<b>AVIS D'APPEL D'OFFRES</b>	<b>1</b>
<b>CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
ARTICLE 21 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE	13
<b>CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR</b>	<b>1</b>
<b>ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT</b>	<b>1</b>
<b>ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)</b>	<b>1</b>
<b>CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES</b>	<b>5</b>
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	5
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	5
ARTICLE 06 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 07 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 08 : DOMICILE DU TITULAIRE	6

ARTICLE 09 : RESILIATION	6
ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS	6
ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE	7
ARTICLE 12 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT	7
ARTICLE 13 : CAS DE FORCE MAJEURE	7
<b>CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES</b>	<b>8</b>
ARTICLE 14 : MAITRE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 15 : NORMES	8
ARTICLE 16 : EQUIPE PROJET & MATERIEL NECESSAIRE	8
ARTICLE 17 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	9
ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUES DE GARANTIE	9
ARTICLE 19 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHE	9
ARTICLE 20 : RECEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX	9
ARTICLE 21 : DELAI DE GARANTIE	9
ARTICLE 22 : RECEPTION DEFINITIVE DES TRAVAUX.	9
ARTICLE 23 : MODE DE PAIEMENT	10
ARTICLE 24 : PENALITES POUR RETARD	10
ARTICLE 25 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT	10
ARTICLE 26 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX	11
ARTICLE 27 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRISES VOISINES	11
ARTICLE 28 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER	11
ARTICLE 29 : CONSISTANCE ET MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX.	11
ARTICLE 30 : ORGANISATION ET PREPARATION DES TRAVAUX	17
ARTICLE 31 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR	18
ARTICLE 32 : PLANS ET DESSINS D'EXECUTION	20
ARTICLE 33 : ESSAIS DE MATERIAUX ET MATERIEL	20
ARTICLE 34 : CAHIER DE CHANTIER	20
ARTICLE 35 : ETABLISSEMENT ET SUIVI DU PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	20
ARTICLE 36 : INSTALLATIONS DE CHANTIER	22
ARTICLE 37 : PROTECTION DU CHANTIER	23
ARTICLE 38 : ORIGINE, APPROVISIONNEMENT ET RANGEMENT DES MATERIAUX ET FOURNITURES	23
ARTICLE 39 : ENLEVEMENT DES MATERIELS ET MATERIAUX SANS EMPLOI	26
ARTICLE 40 : SUJETIONS DECOULANT DE LA PRESENCE DE RESEAUX	26
ARTICLE 41 : QUALITE DES MATERIAUX ET TRAVAUX DE TERRASSEMENT ET D'ASSAINISSEMENT :	26
ARTICLE 42 : DOSSIER DE RECOLEMENT.	35
ARTICLE 43 : DEFINITION DES PRIX	35

ROYAUME DU MAROC  
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS

**AVIS D'APPEL D'OFFRES**  
**OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"**  
**N° 063-24-AOO**

Le **mardi 14 mai 2024 à 10 heures**, il sera procédé, dans la salle de la Commission d'appel d'offres située au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Travaux d'aménagement de la station des grands taxis à l'aéroport Casablanca Mohammed V.**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré contre récépissé et **paiement du prix d'acquisition des plans**, auprès de la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Casablanca Mohammed V), Ledit dossier, y compris la version numérique des plans, peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma) et à titre **indicatif** à partir de l'adresse électronique [www.onda.ma](http://www.onda.ma).

**Les plans imprimés** sont disponibles à la Cellule Interface Achats contre paiement du prix de: **18,00 DH.**

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **103 000,00 DH**

La constitution du cautionnement provisoire doit être effectuée **exclusivement par voie électronique via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n° 1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) mentionné ci-dessous.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **6 869 886,00 DH**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

En effet, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

**Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.**

**N.B :** Une visite des lieux, **non obligatoire**, sera organisée au profit des concurrents intéressés **le vendredi 03 mai 2024 à 10h00 à l'Aéroport CASABLANCA Mohammed V (contact :+212 674 87 88 58).**

ROYAUME DU MAROC  
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



**REGLEMENT DE CONSULTATION**

**Appel d'offres ouvert N° 063-24-AOO**

**Travaux d'aménagement de la station des  
grands taxis à l'aéroport Casablanca  
Mohammed V**

## TABLE DES MATIERES

<b>CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>3</b>
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : <b>MAITRE</b> D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	11
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	12
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	12
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	12
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	12
ARTICLE 21 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE	13
<b>CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES</b>	<b>14</b>
<b>ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR</b>	<b>1</b>
<b>ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT</b>	<b>1</b>
<b>ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)</b>	<b>1</b>

## CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Travaux d'aménagement de la station des grands taxis à l'aéroport Casablanca Mohammed V.**

### ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

### ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

### ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante :

<http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

**NB :** Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

### ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente (Les documents en arabe ne nécessitent pas de traduction en français), des

passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

**Seules les offres techniques** peuvent être fournies en langue **ARABE ou ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue française.

## **ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR**

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

### **A. Le dossier administratif : Pièces exigées**

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation ;
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

**La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.**

### **Pour les établissements publics :**

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Le cautionnement provisoire**, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres et dans les conditions fixées par l'article 7 ci-dessous.
- A3. Pour les groupements**, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

**La signature portée par chaque membre du groupement doit être originale et légalisée par une personne/autorité compétente. De ce fait, toute convention de groupement portant une signature scannée sera rejetée.**

- A4. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché.

### **B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées**

**Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché**, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
  - S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
    - Aucune pièce n'est exigée ;
  - S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :



- Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

**B2. Une attestation fiscale** ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

**NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable. Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.**

**B3. Une attestation** ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

**NB :** La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

**B4.** Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

**NB : Pour les concurrents non installés au Maroc** l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2, B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

#### **Pour les établissements publics :**

**B1. Une attestation fiscale** ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

**NB : Pour les concurrents installés au Maroc, le document « Demande d'attestation de régularité fiscale » délivré par la Direction Générale des Impôts n'est pas acceptable. Seule l'attestation fiscale pour concurrents aux marchés publics délivrée par la Trésorerie Générale du Royaume est acceptable.**

**B2. Une attestation** ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

**NB :** La validité des pièces prévues aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

### C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

**Pour les groupements**, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

### D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

### E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

## ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres.

Le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu **doivent être émis par un organisme Marocain agréé et arrêtés en Dirhams Marocains (MAD)**.

**NB 1 :** Etant donné que la soumission par voie électronique est obligatoire, **la constitution du cautionnement provisoire s'effectue exclusivement par voie électronique, via le portail des marchés publics**, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics et conformément aux conditions d'utilisation dudit portail.

**NB 2 :** **Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.**

**NB 3 :** **En cas de groupement**, le cautionnement provisoire doit être souscrit conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Aussi, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant ».

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

## ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

## ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

## ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

**1. L'acte d'engagement**, conformément à l'**ANNEXE II**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

**Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement** tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

**Si le groupement est conjoint**, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

**Si le groupement est solidaire**, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

**NB :** Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

**2. Le bordereau des prix-détail estimatif**, conformément à l'**ANNEXE III**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bons pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

**3. Le sous détail des prix**, le cas échéant.

**4. Le bordereau des prix pour approvisionnements**, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

#### **NB : OFFRE FINANCIERE EXCESSIVE**

**Lorsque l'offre la plus avantageuse est supérieure de plus de vingt pour cent (20%) par rapport à l'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage pour les marchés de travaux, de fournitures et de services autres que ceux qui portent sur les études, elle est jugée excessive et est systématiquement rejetée par la commission d'appel d'offres et ce, conformément à l'article 41 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.**

#### **ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE**

Les offres financières **des concurrents résidents au Maroc** doivent être exprimées **exclusivement** en Dirhams Marocains (**MAD**). En cas de groupement avec des concurrents non-résidents au Maroc, les prix des prestations qui seront payées au membre résident au Maroc doivent être exprimés en Dirhams Marocains.

**Lorsque le concurrent est non-résident au Maroc**, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (**EUR/USD**) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du **cours de référence du dirham** en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

**NB : Un concurrent ne doit pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif. A défaut, son offre sera écartée.**

## ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Comme précisé dans l'avis d'appel d'offres, **la soumission par voie électronique est obligatoire**. De ce fait, il est demandé aux concurrents de présenter, **électroniquement**, les documents exigés, sous le **format standard A4** à l'exception des plans qui peuvent être présentés sous format A3.

**Les pièces produites par chaque concurrent doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant.**

**Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées.**

### Contenu des enveloppes :

1. **Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, Deux (02) enveloppes** distinctes :
  - a. **La première enveloppe** contient :
    1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
    2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
    3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
    4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
  - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
2. **Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes** distinctes :
  - a. **La première enveloppe** contient :
    1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A) ;
    2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
    3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
    4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
  - b. **La deuxième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre financière telles que détaillées dans l'article 10 ci-dessus ;
  - c. **La troisième enveloppe** contient les pièces exigées de l'offre technique telles que détaillées dans l'article 8 ci-dessus.

**NB : Lorsque l'appel d'offres est alloti :**

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter les offres techniques, si elles sont exigées et les offres financières **séparément** pour chaque lot.

**A défaut, son offre sera écartée.**

## ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

### 1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

### 2. Dépôt des plis par voie électronique

**La soumission par voie électronique est obligatoire.** Par conséquent, les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

En effet et sauf stipulations différentes dans l'avis d'appel d'offres, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent pour le présent appel d'offres, **obligatoirement, par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

**Les plis déposés, transmis ou reçus sur support papier ou postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessus ne sont pas admis.**

**IMPORTANT :**

Toutes les pièces exigées par le présent règlement de consultation, **doivent être insérées, individuellement, dans l'enveloppe électronique les concernant et ce, comme détaillé dans l'article 12 ci-dessus.**

**Aussi, conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, chaque document doit être signé, électroniquement, par le concurrent ou la personne dûment habilitée à le représenter, à l'exception des pièces dématérialisées et ce, avant leur insertion dans l'enveloppe électronique correspondante.**

Cette signature s'effectue par le concurrent au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Les plis sont déposés moyennant le certificat de signature électronique susmentionné.

Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure de dépôt électronique et de l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné à travers ledit portail.

### **3. Dépôt des plis complémentaires**

**Le pli** contenant les pièces produites, suite à la demande de la commission d'appel d'offres, par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, doit être, **selon le choix fixé** dans la demande de ladite commission :

- soit **déposé**, sur support papier, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans la demande ;
- soit **envoyé**, sur support papier, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- soit transmis, **par voie électronique**, via le portail des marchés publics, dans les conditions fixées par l'arrêté n°1692-23 du 4 hja 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les plis déposés, transmis ou reçus postérieurement au délai fixé dans la demande de la commission **ne sont pas admis.**

**NB :**

**La conclusion du marché issu de la procédure de la réponse électronique aux appels d'offres est effectuée sur la base d'un dossier sous format électronique.**

**Toutefois, l'adjudicataire est tenu de présenter sous format papier tout document demandé pour la conclusion du marché.**



**ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS**

- a. Tout pli déposé électroniquement** peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait de tout pli s'effectue au moyen du **certificat de signature électronique** ayant servi au dépôt de ce pli.

Les informations relatives au retrait des plis sont enregistrées automatiquement sur le registre de dépôts des plis.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation et avant la date et heure limites d'ouverture des plis.

- b. Les échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques** déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour ouvrable précédant le jour et l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait des échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure du retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage dans un registre.

Les concurrents ayant retiré leurs échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques peuvent présenter de nouveaux échantillons, prototypes, prospectus, notices ou autres documents techniques dans les conditions prévues dans le présent règlement de consultation.

**ARTICLE 15 : OUVERTURE DES PLIS ET EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES**

La séance d'ouverture des plis des concurrents **est publique**. Elle se tient au lieu, au jour et à l'heure prévus par le dossier d'appel d'offres ; si ce jour est **déclaré férié ou chômé**, la réunion se tient le jour ouvrable suivant à la même heure, et ce conformément à l'article 36 paragraphe 1 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Conformément aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics, il est procédé à l'ouverture des plis et à l'examen des offres des concurrents déposés **par voie électronique** dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur jusqu'à l'achèvement des travaux de la commission de la consultation.

Les résultats de l'évaluation des offres des concurrents déposées **par voie électronique** sont portés à la connaissance de ces derniers au fur et à mesure du déroulement des travaux de la commission de consultation.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulières du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjudgé.

**ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ**

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

**ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES**

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre **via le portail des marchés publics** ou **par lettre recommandée avec accusé de réception** ou **par tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre est adressée dans un délai de **cinq (05) jours ouvrables** au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction **via le portail des marchés publics** ou par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

**ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION**

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

**ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES**

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

**ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS**

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :



 <b>Adresse</b>	<b>Département des Achats</b> Office National des Aéroports Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
 <b>Boîte postale</b>	BP 52, Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouaceur
 <b>E-mail</b>	<a href="mailto:achats@onda.ma">achats@onda.ma</a>
 <b>Portail des marchés publics</b>	<a href="https://www.marchespublics.gov.ma">https://www.marchespublics.gov.ma</a>

**NB :** Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

**Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir à compter de la date de réception de la lettre d'éviction et au plus tard dans les cinq (05) jours suivants.**

**Important :** Toute correspondance émanant d'un concurrent, sur support papier ou par voie électronique, doit être signée, datée et établie sur papier en-tête précisant notamment, la dénomination/la raison sociale du concurrent ainsi que le nom, le prénom et la qualité de la personne habilitée ayant émis et signé ladite correspondance. A défaut, l'ONDA se réserve le droit de ne pas donner une suite à ladite correspondance.

#### **ARTICLE 21 : PREFERENCE EN FAVEUR DE L'ENTREPRISE NATIONALE**

Conformément à l'article 138 du règlement relatif aux marchés publics de l'ONDA, aux seules fins de comparaison des offres relatives au présent appel d'offres et lorsque des entreprises étrangères soumissionnent audit appel d'offres, une préférence est accordée aux offres présentées par des entreprises nationales. A cet effet, les montants des offres présentées par les entreprises étrangères sont majorés d'un pourcentage de **quinze pour cent (15%)**.

Lorsque des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnent audit appel d'offres, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. **Dans ce cas, les groupements concernés fournissent, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 10 du présent règlement de consultation, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.**

## CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

### Article 1 : Objet de l'appel d'offres

**Travaux d'aménagement de la station des grands taxis à l'aéroport Casablanca Mohammed V**

### Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

✓ **Pour les concurrents résidents au Maroc :**

Il est exigé aux concurrents, la production de la copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification, **valide**, dans le(s) secteur(s), qualification(s) et classe(s) suivants :

Secteur	Qualification	Classe
<b>B</b>	<b>B6</b>	<b>3</b>

**NB : En cas de groupement, chaque membre doit fournir le certificat de qualification et de classification selon la nature du groupement, conformément à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.**

✓ **Pour les concurrents non-résidents au Maroc dispensés du certificat de qualification et de classification :**

**C1.** Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

**C2.** Les **attestations de référence**, originales ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations d'importance et de complexité similaires à celles objet du présent appel d'offres. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant (**supérieur à 4 800 000,00 DHS TVA Comprise**) ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;
- L'année de réalisation (**entre 2014 et 2024**).

### Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

### Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Aucune offre technique n'est exigée

### Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission et application des dispositions de **l'article 21** du présent règlement de consultation, est l'**offre la moins-disante**.

## ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

### Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **063-24-AOO**
- Mode de passation : **Appel d'Offres Ouvert**
- Objet du marché : **Travaux d'aménagement de la station des grands taxis à l'aéroport Casablanca Mohammed V**

#### A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné : .....(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

-Adresse du domicile élu : .....

-Affilié à la CNSS sous le n° : ..... (1)

-Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° ..... (1)

-N° de patente..... (1)

-N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

#### B - Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné .....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

-Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale **(\*\*)** et forme juridique de la société) au capital de : .....

-Adresse du siège social de la société : .....

-Adresse du domicile élu.....

-Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)

-Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)

-N° de patente.....(1)

-N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

#### En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
  - a) A m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
  - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

### **Signature et cachet du concurrent**

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

**NB :** Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

**(\*\*) La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

## ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

### Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n° **063-24-AOO** du **mardi 14 mai 2024**

#### **A - Partie réservée à l'ONDA**

Objet du marché : **Travaux d'aménagement de la station des grands taxis à l'aéroport Casablanca Mohammed V**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

#### **B - Partie réservée au concurrent**

##### **a) Si le concurrent est une personne physique**

Je, soussigné : .....(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu : .....
- Affilié à la CNSS sous le n° : ..... (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° ..... (2)
- N° de patente..... (2)

##### **b) Si le concurrent est une personne morale**

Je, soussigné .....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale **(\*\*)** et forme juridique de la société) au capital de : .....
- Adresse du siège social de la société : .....
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

#### **En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :**

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
  - Montant hors T.V.A. : ..... (en chiffres et en lettres) ;
  - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
  - Montant de la T.V.A. : ..... (en chiffres et en lettres) ;
  - Montant T.V.A. comprise : ..... (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ..... (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à ..... (Localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro .....

Fait à.....le.....  
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
  - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
  - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
  - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation

**(\*\*) La raison sociale doit être identique à celle figurant sur les statuts de la société**

## ANNEXE III : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)

AO N° : 063-24-AOO

Objet : Travaux d'aménagement de la station des grands taxis à l'aéroport Casablanca Mohammed V

N° Prix	Désignation des ouvrages	UDM	Quantité	PU HORS TVA EN CHIFFRES (*)	PT HORS TVA EN CHIFFRES
1	INSTALLATION ET REPLIEMENT DU CHANTIER	F	1		
2	ABATTAGE DES ARBRES TOUT TYPE ET DESHERBAGE DANS LES ZONES	F	1		
3	DEMOLITION DES OUVRAGES EXISTANTS	F	1		
4	DECAPAGE DU TERRAIN NATUREL	M2	3 200		
5	BRANCHEMENTS DES RESEAUX (USEES ET PLUVIALES, EAU POTABLE ET BASSE TENSION) AUX RESEAUX EXISTANTS	F	1		
6	TERRASSEMENT EN DÉBLAI EN TERRAIN DE TOUTES NATURES Y/C ROCHER	M3	1 000		
7	TERRASSEMENTS EN REMBLAIS	M3	400		
8	RABOTAGE DE LA CHAUSSEE EXISTANTE	M2	5 600		
9	FOURNITURE, TRANSPORT ET MISE EN ŒUVRE DE LA GNF1 0/40	M3	500		
10	FOURNITURE, TRANSPORT ET MISE EN ŒUVRE DE LA GNA 0/31,5	M3	550		
11	FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE LA GRAVE BITUMINEUSE CLASSE 3 0/14 Y COMPRIS LIANT	M3	130		
12	FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DU BETON BITUMINEUX SEMI GRENU BBSG CLASSE1 0/10 Y COMPRIS LIANT POUR REPROFILAGE	M3	400		
13	FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE L'ENROBE BITUMINEUX 0/10 Y COMPRIS LIANT	M3	550		
14	LIT DE POSE EN SABLE OU EN GRAVETTE	M3	30		
15	CONDUITE PEHD DN 315	ML	744		
16	CONDUITE PEHD DN 400	ML	1 300		
17	REGARD D'ASSAINISSEMENT EN BETON DE HAUTEUR <= 2M	U	14		
18	REGARDS D'ASSAINISSEMENT EN BETON DE HAUTEUR > 2M	U	11		
19	REMBLAI DES TRANCHEES	M3	340		
20	GRILLES EN FONTE DUCTILE D400	U	25		



N° Prix	Désignation des ouvrages	UDM	Quantité	PU HORS TVA EN CHIFFRES (*)	PT HORS TVA EN CHIFFRES
21	AVALOIRES EN FONTE DUCTILE D400	U	8		
22	APPAREIL SIPHOÏDE	U	27		
23	MISE A LA COTE DES REGARDS ET CHAMBRES EXISTANTS Y COMPRIS CADRES ET TAMPONS	U	14		
24	CONSTRUCTION DES MURS DE CLOTÛRE EN AGGLOS	ML	150		
25	DALLE DE TRANSITION ENTRE CHAUSSEE SOUPLE ET CHAUSSEE RIGIDE Y/C ARMATURES	M2	258		
26	FOURNITURE ET POSE D'UNE CLÔTURE GRILLAGEE (H = 2M)	ML	460		
27	PORTE GRILLAGEE	U	3		
28	FOURNITURE ET POSE D'ABRIS DE LAVAGE ET ENTRETIEN	U	4		
29	MARQUAGE DE LA CHAUSSEE	M2	480		
30	PANNEAU DE POLICE	U	15		
31	FOURNITURE ET POSE DE BORDURES DROITES TYPES T4	ML	875		
32	FOURNITURE ET POSE DE BORDURES CANIVEAU CS1 ASPECT PIERRE	ML	825		
33	FOURNITURE ET POSE DE BORDURES JARDINIÈRES EN BETON	ML	80		
34	FOURNITURE ET POSE DU REVÊTEMENT EXTERIEURE EN PAVE 6CM	M2	290		
35	REALISATION DES KIOSQUES ET ESPACE REPOS	M2	125		
36	RACCORDEMENT ELECTRIQUE DES KIOSQUES ET ESPACE DE REPOS	F	1		
37	HABILLAGE EN TOLE ALUMINIUM COMPOSITE	M2	20		
<b>Total hors TVA</b>					
<b>T.V.A (20%)</b>					
<b>Total TVA comprise</b>					

(\*) Le concurrent doit préciser le libellé de la monnaie conformément au règlement de la consultation.



## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

**Appel d'offres ouvert n° 063-24-AOO**

**Travaux d'aménagement de la station des  
grands taxis à l'aéroport Casablanca  
Mohammed V**

## TABLE DES MATIERES

<b>CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES</b>	<b>5</b>
<b>CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES</b>	<b>5</b>
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ	5
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ	5
ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	5
ARTICLE 05 : RÉFÉRENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX	5
ARTICLE 06 : NANTISSEMENT	6
ARTICLE 07 : ENTRÉE EN VIGUEUR ET APPROBATION	6
ARTICLE 08 : DOMICILE DU TITULAIRE	6
ARTICLE 09 : RESILIATION	6
ARTICLE 10 : RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	6
ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE	7
ARTICLE 12 : FORMALITÉ D'ENREGISTREMENT	7
ARTICLE 13 : CAS DE FORCE MAJEURE	7
<b>CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES</b>	<b>8</b>
ARTICLE 14 : MAÎTRE D'ŒUVRE	8
ARTICLE 15 : NORMES	8
ARTICLE 16 : ÉQUIPE PROJET & MATÉRIEL NÉCESSAIRE	8
ARTICLE 17 : NATURE DES PRESTATIONS ET RÉVISION DES PRIX	9
ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT DÉFINITIF – RETENUES DE GARANTIE	9
ARTICLE 19 : DÉLAI D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	9
ARTICLE 20 : RÉCEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX	9
ARTICLE 21 : DÉLAI DE GARANTIE	9
ARTICLE 22 : RÉCEPTION DÉFINITIVE DES TRAVAUX.	9
ARTICLE 23 : MODE DE PAIEMENT	10
ARTICLE 24 : PÉNALITÉS POUR RETARD	10
ARTICLE 25 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYÉ SUR L'AÉROPORT	10
ARTICLE 26 : PRÉSENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX	11
ARTICLE 27 : SUJÉTIONS RESULTANT DE L'EXÉCUTION SIMULTANÉE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFÉRENTS CORPS D'ÉTAT ET ENTREPRISES VOISINES	11
ARTICLE 28 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER	11
ARTICLE 29 : CONSISTANCE ET MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX.	11
ARTICLE 30 : ORGANISATION ET PRÉPARATION DES TRAVAUX	17
ARTICLE 31 : DOCUMENTS À FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR	18
ARTICLE 32 : PLANS ET DESSINS D'EXÉCUTION	20
ARTICLE 33 : ESSAIS DE MATÉRIAUX ET MATÉRIEL	20
ARTICLE 34 : CAHIER DE CHANTIER	20
ARTICLE 35 : ÉTABLISSEMENT ET SUIVI DU PROGRAMME D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	20

ARTICLE 36 : INSTALLATIONS DE CHANTIER	22
ARTICLE 37 : PROTECTION DU CHANTIER	23
ARTICLE 38 : ORIGINE, APPROVISIONNEMENT ET RANGEMENT DES MATERIAUX ET FOURNITURES	23
ARTICLE 39 : ENLEVEMENT DES MATERIELS ET MATERIAUX SANS EMPLOI	26
ARTICLE 40 : SUJETIONS DECOULANT DE LA PRESENCE DE RESEAUX	26
ARTICLE 41 : QUALITE DES MATERIAUX ET TRAVAUX DE TERRASSEMENT ET D'ASSAINISSEMENT :	26
ARTICLE 42 : DOSSIER DE RECOLEMENT.	35
ARTICLE 43 : DEFINITION DES PRIX	35

**ENTRE :**

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « **ONDA** », représenté par sa Directrice Générale, faisant élection de domicile à l'Aéroport Casablanca Mohammed V – Nouasseur,

D'une part,

**ET :**

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à .....

Inscrite au Registre de Commerce de ..... sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n° .....

Représentée par .....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

### CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

#### ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Travaux d'aménagement de la station des grands taxis à l'aéroport Casablanca Mohammed V**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales et les plans guides ci-joint.

#### ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

#### ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Les plans guides ;
- 5) Le CCAG-T.

#### ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché ; le prestataire déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations.
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations.
- Avoir fait tous calculs et sous détails.
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer les prix des prestations.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération.

#### ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat ;
- L'arrêté n°1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics ;

- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;
- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent marché.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

#### **ARTICLE 06 : NANTISSEMENT**

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, l'ONDA remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA.

Le Directeur ou la Directrice Général(e) de l'ONDA et/ou toute autre personne désignée par lui/elle sont seul(e)s habilité(e)s à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 07 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION**

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente et la notification au titulaire.

#### **ARTICLE 08 : DOMICILE DU TITULAIRE**

Le titulaire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 20 du C.C.A.G-T.

#### **ARTICLE 09 : RESILIATION**

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du C.C.A.G-T.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 10 : REGLEMENT DES DIFFERENDS**

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux compétents de Casablanca « MAROC ».

**ARTICLE 11 : DROIT APPLICABLE**

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain.

**ARTICLE 12 : FORMALITE D'ENREGISTREMENT**

Le titulaire s'engage à présenter le présent marché à la formalité d'enregistrement dans un délai de **30 jours** à compter de la date de la notification de son approbation conformément à la réglementation en vigueur. L'original du marché enregistré sera conservé par l'Office National Des Aéroports.

**ARTICLE 13 : CAS DE FORCE MAJEURE**

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T.



## CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

**N.B : Les éventuels marques commerciales, références au catalogue, appellations, brevets, conception, types, origines ou producteurs particuliers mentionnés dans les clauses techniques sont données à titre indicatif. Le cas échéant, le prestataire peut les substituer par toute autre proposition ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité égales ou supérieures à celles qui sont exigées.**

### ARTICLE 14 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est la **Direction des Infrastructures**.

### ARTICLE 15 : NORMES

La fourniture et/ou les matières éventuellement utilisées en exécution du présent marché doivent être conformes aux normes Marocaines ou autres normes applicables au Maroc en vertu d'accords internationaux fixées aux prescriptions et spécifications techniques du présent marché ou à des normes internationales en cas d'absence desdites normes.

### ARTICLE 16 : EQUIPE PROJET & MATERIEL NECESSAIRE

Pour l'exécution des travaux définis au présent marché, l'entrepreneur devra disposer de :

#### 1) EQUIPE PROJET :

- **Un (1) chef de projet conducteur des travaux** de formation Ingénieur d'Etat en génie civil à affecter en plein temps et ayant une expérience minimale de 3 ans dans la gestion de projets de complexité similaires ou de technicien en génie civil ayant une expérience minimale de 7 ans dans la gestion de projets de complexité similaires
- **Un (1) Responsable contrôle qualité et sécurité** de formation BAC+3 en Qualité, Génie Civil ou équivalent ayant une expérience minimum de 3 ans. En plein temps
- **Un (1) Technicien topographe** ayant une expérience de 3 ans dans des projets similaires, tous les travaux topographiques sont à valider par un géomètre topographe agréé par l'ordre des topographes.

2) **Cabinet topographique agréé par l'ordre des topographes et validé par le maître d'ouvrage ;**

3) **D'un bureau d'étude technique et un bureau de contrôle pour établissement des plans d'exécution validé par le maître d'ouvrage ;**

4) **Un laboratoire agréé pour le contrôle de la qualité et la conformité de l'ensemble des prestations objet du marché.**

#### 5) MATERIEL DE FABRICATION ET DE MISE EN ŒUVRE DES ENROBES :

**L'atelier de mise en œuvre des enrobés doit être dimensionné de façon à respecter le délai de réalisation des chaussées et la qualité et précision demandé dans le présent marché.**

#### 6) MATERIEL DIVERS

- Groupes électrogènes suivant le besoin
- Des rampes d'éclairage pour le travail de nuit
- Un poste de soudure mobile
- Un dispositif de balisage lumineux de la zone des travaux

- Un dispositif de balisage de jour de la zone des travaux.

## ARTICLE 17 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est un marché de travaux dont les prix seront **révisables** selon la formule suivante :

$$P = P_0 [0.15 + 0.85 (TR5BIS / TR5BIS_0)]$$

**P** : étant le montant hors taxes révisé des travaux

**P<sub>0</sub>** : étant le montant initial hors taxes des mêmes travaux

**P/P<sub>0</sub>** : étant le coefficient de révision des prix.

**TR5BIS** : est la valeur de l'index global relatif aux travaux de construction ou de renforcement de chaussée avec matériaux traités au liant hydrocarbonés y compris fourniture de liant, du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

**TR5BIS<sub>0</sub>** : est la valeur de l'index global relatif aux des travaux de construction ou de renforcement de chaussée avec matériaux traités au liant hydrocarbonés y compris fourniture de liant considéré au mois de la date limite de remise des offres.

## ARTICLE 18 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUES DE GARANTIE

**a) Cautionnement** : Le cautionnement définitif est fixé à **Trois pour cent (3%)** du montant initial du présent marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G.T.

**b) Retenue de garantie** : Les Dispositions relatives à la retenue de garantie telles que définies aux articles 16 et 64 du C.C.A.G.T sont seules applicables.

**Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent contenir la mention « à première demande de l'ONDA » et être émises par un organisme marocain agréé.**

## ARTICLE 19 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHE

Le délai global d'exécution du présent marché est fixé à **quatre (4) mois** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

## ARTICLE 20 : RECEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX

La réception provisoire des travaux sera signée par les **responsables habilités de l'ONDA** conformément aux dispositions définies par l'article 73 du C.C.A.G.T.

## ARTICLE 21 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **douze (12) mois** à compter de la date de la réception provisoire. Durant la période de garantie, l'Entrepreneur est soumis aux dispositions arrêtées par l'article 75 du C.C.A.G.T.

## ARTICLE 22 : RECEPTION DEFINITIVE DES TRAVAUX.

La réception définitive des travaux sera prononcée **douze (12) mois** à compter de la date de la réception provisoire et signée par les **responsables habilités de l'ONDA** conformément aux dispositions définies par l'article 76 du C.C.A.G.T.

## ARTICLE 23 : MODE DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de **quatre-vingt-dix jours (90)** à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq (5) exemplaires.

### Dispositions relatives à la facturation :

- Les factures doivent être émises au plus tard le dernier jour du mois de la livraison des marchandises, de l'exécution des travaux ou de la réalisation de la prestation de services requis.
- Les factures doivent se conformer aux dispositions réglementaires notamment les articles 145 alinéa III et 146 du Code Général des Impôts Marocain en vigueur.
- Les factures doivent porter les dates de leur établissement.
- En cas de remise tardive de la facture générant ainsi une sanction pécuniaire, au profit du Trésor, à l'encontre de l'ONDA, le montant de ladite sanction pécuniaire sera déduit, le cas échéant, à l'identique des sommes dues au prestataire.

## ARTICLE 24 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT, une pénalité de **cinq pour mille (05‰)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux, par jour de retard,

- 1- En cas de retard dans l'exécution des travaux :** Par application de l'article 65 du CCAGT la pénalité est plafonnée à **huit pour Cent (8 %)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 C.C.A.G.T.
- 2- En cas de retard dans la remise des documents ou rapports ou pour défaut de réalisation de certaines de ses obligations :** Par application de l'article 66 du CCAGT la pénalité est plafonnée à **deux pour cent (2 %)** du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entrepreneur sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

## ARTICLE 25 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT

L'Entrepreneur sera tenu de respecter les règles de protection du secret, d'exécuter les avis et de soumettre tout son personnel au contrôle du service de sécurité de l'Aéroport.

**Dix (10) jours** calendaires à dater du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et avant tout commencement, il devra remettre au

service de sécurité de l'Aéroport les demandes d'enquêtes réglementaires pour son personnel de direction et la liste du personnel pour contrôle.

En outre, l'Entrepreneur est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution et documents divers qui lui seront remis par l'Office National Des Aéroports, en vue de l'exécution des travaux ou pour toutes autres causes.

L'Entrepreneur devra conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui lui seront communiqués, mais aussi sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à sa connaissance en raison de l'exécution des travaux.

## **ARTICLE 26 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX**

En ce qui concerne la présence de l'Entrepreneur sur les lieux des travaux, celui-ci doit se conformer aux conditions fixées par l'article 21 du C.C.A.G.T.

## **ARTICLE 27 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRISES VOISINES**

L'entrepreneur ne pourra présenter aucune réclamation en raison de l'exécution simultanée de travaux par d'autres corps d'état ou de gênes éventuelles qui pourraient en résulter pour ses propres travaux.

Il devra au contraire, faciliter, dans toute la mesure du possible, la tâche aux autres entreprises et faire tous ses efforts dans le sens d'une bonne coordination de l'ensemble des corps d'état.

L'entrepreneur ne pourra pas non plus présenter de réclamation pour les sujétions qui pourraient lui être imposées par l'exécution simultanée d'autres travaux dans le voisinage.

## **ARTICLE 28 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER**

L'entrepreneur est tenu de respecter les consignes et ordres qui lui sont donnés par le maître d'œuvre pour la police de chantier ; il assure à ses frais l'exécution des mesures prescrites par les autorités compétentes et demeure responsable de tous les dommages résultant du mode d'organisation du chantier et ce conformément à l'article 28 du C.C.A.G.T.

## **ARTICLE 29 : CONSISTANCE ET MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX.**

### **A. NATURE DES TRAVAUX A EFFECTUER**

Le présent CPS définit les spécifications techniques à appliquer pour la réalisation des **Travaux d'aménagement de la station des grands taxis à l'aéroport Casablanca Mohammed V**

Les travaux comprennent principalement :

- Démolition de l'ancien mur de clôture en pierre et des structures situant dans l'emprise du projet ;
- Abattage des arbres situant au niveau des zones d'élargissement du parking ;
- Le rabotage et reprofilage de la chaussée existante ;
- Le renforcement de la chaussée existante ;
- La réalisation d'une nouvelle chaussée dans les zones d'élargissement ;
- La construction d'une guérite à l'entrée du parking ;
- La réalisation et raccordement d'un réseau d'assainissement ;
- Les travaux de drainage des eaux pluviales (Construction des ouvrages buses, fossés en terre...) ;
- Mise en place d'une clôture grillagée autour du parking et l'espace vert adjacent ;
- Construction d'un mur en aggro dans la phase adjacente à la mosquée.
- Renforcement de la voie d'accès au parking.

## B. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Les prestations objet du présent marché comprennent l'exécution des travaux énumérés ci-dessous.

\*Cette liste est donnée à titre indicatif et non limitatif.

### 1. INSTALLATION DE CHANTIER

**Tous dommages qui surviendraient aux installations pendant les travaux seront pris en charge par l'entrepreneur.**

En vue de la réalisation des travaux, il sera soumis à l'agrément du Maître d'œuvre l'ensemble des dispositions prises pour l'installation générale de son chantier.

- Les études relatives à l'organisation et au pilotage du chantier,
- L'aménagement et remise en état des plateformes nécessaires aux installations générales de chantier,
- La clôture et le gardiennage des installations de chantier,
- L'aménagement et remise en état d'aires de stockage des matériaux,
- L'aménagement, la réparation et l'entretien des itinéraires d'accès au chantier pour les transports de matériaux,
- La Signalisation générale du chantier ;
- La fourniture et l'installation des panneaux de chantier pour information. Les maquettes correspondantes seront soumises à la validation du MOE durant la période préparatoire et l'installation sera assurée avant tout commencement des travaux ;
- Les dispositions de tout ordre, en vue d'assurer l'hygiène et la sécurité des chantiers.
- La réalisation et l'interprétation de toutes les prestations relatives aux contrôles telles qu'elles résultent du plan d'assurance qualité et des dispositions du CPS à la charge de l'entrepreneur.
- L'établissement du dossier de récolement.

### 2. IMPLANTATION DES OUVRAGES

#### a. Implantation et piquetage

Les opérations de piquetage et de nivellement seront conduites suivant les prescriptions de l'Article 34 du fascicule 70 du C.C.T.G. et seront à la charge du titulaire.

#### b. Contrôle du piquetage

Pendant toute la durée des travaux l'Entrepreneur doit contrôler la présence du piquetage et son exactitude.

Il doit procéder à son rétablissement en cas de disparition

### 3. TRAVAUX PREALABLES AUX TERRASSEMENTS

Avant tout mouvement de terre, on procédera, sur les surfaces concernées par les terrassements **à l'abattage des arbres, désherbage et évacuation vers la décharge y compris nettoyage du terrain de l'emprise des travaux,**

L'entrepreneur proposera un projet de mouvement des terres et le soumettra au visa du Maître d'œuvre. Ce projet devra tenir compte des conditions d'utilisation des sols fixées conformément avec le présent CPS, et des contraintes particulières au chantier figurant dans le marché.

S'il apparaît au cours de l'exécution des travaux que la nature ou l'état des sols provenant du déblai ou de l'emprunt est incompatible avec le mouvement des terres contractuel ou visé par le Maître d'œuvre, l'entrepreneur doit en informer ce dernier immédiatement et lui soumettre des propositions de modifications

#### **4. TRAVAUX DE TERRASSEMENT, DE NIVELEMENT ET D'ASSAINISSEMENT :**

##### **a) Abattage des arbres en emprise et désherbage**

Les arbres situant dans l'emprise du projet notamment au niveau des élargissements des parkings devraient être abattus et évacués immédiatement vers la décharge.

##### **b) Décapage de la terre végétale**

L'évacuation immédiate de la terre végétale serait impérative dans le cas d'indisponibilité d'une zone de stockage provisoire, Sauf, par dérogation, dans les conditions suivantes :

- Hauteur maximale des dépôts : 2 m,
- Entretien des dépôts : destruction de la végétation indésirable par désherbants totaux ou sélectifs à soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre avant toute utilisation.

##### **c) Déblais**

Les déblais correspondent à l'ensemble des excavations nécessaires à la réalisation des modelages des élargissements du parking en objet.

Le Maître d'œuvre conserve la prérogative de refuser tel atelier de production ou tel procédé qui ne donnerait pas satisfaction, tant du point de vue de la qualité que du point de vue de la sécurité.

##### **i. Epuisements et écoulements des eaux**

###### **❖ Prescriptions avant déblaiement**

Préalablement aux opérations de déblais, l'entrepreneur devra exécuter à sa charge, les travaux d'assainissements, définitifs ou provisoires, nécessaires à la bonne exécution des travaux : captage des écoulements naturels, des eaux internes et des eaux de pluies et évacuation vers des fossés existants. Il sera ensuite tenu de les entretenir durant toute la période de réalisation des déblais.

Les raccordements et, plus généralement tous les exutoires de ces ouvrages seront soumis au préalable à l'approbation du Maître d'œuvre.

###### **❖ Prescriptions en cours de déblaiement**

En outre, l'Entrepreneur devra, sous sa responsabilité, assurer la protection de son chantier contre les eaux de toute nature et de toute origine et quelle qu'en soit la quantité.

Il sera responsable des conséquences des perturbations qu'il apporterait dans le régime des eaux de surface ou des eaux profondes. Il assurera également sous sa responsabilité l'évacuation des eaux de toute origine, depuis le chantier jusqu'aux exutoires où elles pourront être reçues. Ces obligations comprennent la construction et l'entretien des ouvrages d'évacuation des eaux, la surveillance et la remise en état des lieux.

Il devra plus particulièrement :



- Maintenir en cours de travaux une pente transversale égale à 4 % à la surface des parties terrassées et exécuter en temps utile les différents dispositifs provisoires ou définitifs, de collecte et d'évacuation des eaux superficielles,
- Nivelier et fermer la plate-forme des terrassements à chaque arrêt de chantier,
- Soumettre à l'agrément du Maître d'œuvre les dispositions qu'il compte prendre à en cas d'arrêt de chantier de plus longue durée (congelés - intempéries - pannes).

Tous les frais engagés par l'entreprise pour assurer l'épuisement (y compris par pompage ou rabattement) et l'écoulement de l'eau sont réputés compris dans les prix unitaires ou forfaitaires du marché.

#### ❖ **Drainage et assainissement du sol support**

Les sols supports devront faire l'objet d'une préparation spéciale dont le but est d'éviter la mise en charge des eaux interstitielles dans lesdits sols supports. L'entrepreneur devra donc, préalablement aux opérations de remblais, exécuter des travaux d'assainissements définitifs (prévus au projet) ou provisoires (à sa charge) qui permettront le captage des écoulements naturels, des eaux de pluies et des eaux internes afin d'assainir les sols supports. Il sera ensuite tenu de les entretenir durant toute la période de réalisation des remblais.

#### ❖ **Protection des ouvrages**

En outre, l'Entrepreneur devra, sous sa responsabilité, assurer la protection de son chantier contre les eaux de toute nature et de toute origine. Il sera responsable des conséquences des perturbations qu'il apporterait dans le régime des eaux de surface ou des eaux profondes. Il assurera également sous sa responsabilité l'évacuation des eaux de toute origine, depuis le chantier jusqu'aux exutoires où elles pourront être reçues. Ces obligations comprennent la construction et l'entretien des ouvrages d'évacuation des eaux, la surveillance et la remise en état des lieux.

Il devra plus particulièrement :

- Maintenir en cours de travaux une pente transversale égale à 4 % à la surface des parties terrassées et exécuter en temps utile les différents dispositifs provisoires ou définitifs, de collecte et d'évacuation des eaux superficielles,
- Nivelier et fermer la plate-forme des terrassements en cas d'arrêt de chantier,
- Soumettre au visa du Maître d'œuvre les dispositions qu'il compte prendre à en cas d'arrêt de chantier de plus longue durée (congelés - intempéries - pannes).

Tous les frais engagés par l'entreprise pour assurer l'épuisement (y compris par pompage ou rabattement) et l'écoulement de l'eau sont réputés compris dans les prix unitaires ou forfaitaires du marché.

## ii. **Gestion des produits issus des déblais**

Les produits issus des opérations de déblais seront mis en remblais techniques avec éventuellement dépôt provisoire dans une zone comprise dans les emprises du chantier et agréée par le Maître d'œuvre.

L'assiette des dépôts provisoires devra impérativement avoir été décapée et assainie avant toute mise en dépôt.

Les matériaux mis en dépôts provisoires pourront être stockés séparément si leurs caractéristiques le justifient.

Les dépôts provisoires devront être conçus en fonction du mode de reprise. Les matériaux seront compactés si leur réutilisation le nécessite.

L'entrepreneur est tenu de réaliser et d'entretenir, en vue de la reprise ultérieure, les pistes et voies d'accès aux dépôts provisoires.

### iii. Réglage et compactage de l'assise des ouvrages

Le réglage et le compactage de l'assise des remblais doivent suivre immédiatement le décapage, le remplissage des purges.

Le compactage sera réalisé sur une épaisseur maximale de trente (30) centimètres.

## 5. TRAVAUX DE CHAUSSEE

Le corps de chaussées à structure souple à mettre en œuvre sont défini comme suit :

### a) RENFORCEMENT DE LA CHAUSSEE DU PARKING EXISTANT

- Le rabotage de la chaussée existante à une épaisseur à déterminer selon l'état du support raboté ;
- Le reprofilage par une couche en BBSG 0/10.
- La couche de roulement se fera en enrobé bitumineux 0/10 sur une épaisseur de cinq (5) cm.

Les travaux seront réalisés comme suit :

- Rabotage ponctuel de la chaussée existante ;
- Mise en œuvre d'une couche d'accrochage en émulsion 65% en raison de 350g/m<sup>2</sup>.
- Mise en œuvre de la couche de reprofilage en Béton bitumineux (BBSG 0/10) ;
- Mise en œuvre d'une couche d'accrochage en émulsion 65% en raison de 350g/m<sup>2</sup> en bitume résiduel ;
- Mise en œuvre de la couche de roulement en EB 0/10 sur 5 cm d'épaisseur.

### b) CONSTRUCTION DES ELARGISSEMENTS

- Abattage des arbres, décapage du terrain naturel et terrassement du sol ;
- La mise en œuvre d'une Couche de de fondation en grave non traitée type F (GNF1 0/40
- Mise en œuvre d'une couche d'imprégnation en émulsion surstabilisée 55% en raison de 1200g/m<sup>2</sup>.
- La mise en œuvre d'une Couche de base en grave non traitée type A (GNA 0/31,5) ou en Grave bitumineuse classe 3 GB3 (0/14) ;
- Mise en œuvre d'une couche d'accrochage en émulsion 65% en raison de 350g/m<sup>2</sup> en bitume résiduel.
- Application d'une couche d'enrobé bitumineux EB 0/10 sur 5 cm d'épaisseur ;

Les travaux seront réalisés comme suit :

- La démolition des accotements existantes en chaussée souple ;
- La mise en œuvre d'une Couche de base en grave non traitée type A (GNA 0/31,5) ;
- Mise en œuvre d'une couche d'accrochage en émulsion 65% en raison de 350g/m<sup>2</sup>.
- Application d'une couche de BBSG 0/10 sur 5 cm d'épaisseur ;

## C. PROGRAMME DES TRAVAUX

### 1. TERRASSEMENT :

Pour les travaux de terrassement et d'assainissement, se référer aux plans d'exécution préparés par l'entreprise.



## 2. CHAUSSEE :

Pour les travaux de renforcement de la chaussée et travaux d'élargissement, les structures de renforcement et de restructuration sont données par le programme suivant :

Désignation	Longueur	Largeur	Surface (m <sup>2</sup> )
<b>Parking existant</b>			
Zone 1	97,35	48	<b>4682,186</b>
Zone 2	45,47	19	<b>851,85</b>
<b>Elargissements</b>			
Zone 1	54,18	19	<b>1027,84</b>
Zone 2	42,83	13,21	<b>566,47</b>
Zone 3	36,26	13,21	<b>479,34</b>
<b>VOIE D'ACCES</b>			
Chaussée	250	8	<b>2000</b>

**Ces dimensions sont données à titre indicatif.**

**L'épaisseur de rabotage sera définie sur chantier en fonction de l'état du support raboté et de l'état de l'interface entre les couches bitumineuses.**

### NOTA :

- Les sections nécessitant une reprise du corps de la chaussée, les largeurs et les épaisseurs des traitements, seront ajustées avant le démarrage et durant l'exécution des travaux. Cet éventuel ajustement sera considéré comme simple modification dans la masse des travaux et ne donnera lieu à aucune rémunération supplémentaire ou augmentation du délai des travaux.

L'entrepreneur doit tenir compte, dans sa programmation, des contraintes liées à l'exploitation : arrêts répétitifs suite aux contraintes de trafic aérien ...etc.

## **ARTICLE 30 : ORGANISATION ET PREPARATION DES TRAVAUX**

### **1. CONDUITE DES TRAVAUX**

L'Entrepreneur devra mettre en œuvre des moyens matériels et un personnel suffisant pour assurer un avancement des travaux compatible avec les délais fixés par le présent CPS.

Le MOE pourra prescrire à l'Entrepreneur toutes mesures propres à assurer le respect des délais contractuelles sans que les dépenses supplémentaires de matériel ou de main d'œuvre n'ouvrent droit, pour l'Entrepreneur, à aucune indemnité ou prix supplémentaire.

### **2. DIRECTION ET COORDINATION DES TRAVAUX**

L'Entrepreneur devra surveiller personnellement les travaux de façon suivie et devra, en application des prescriptions du présent CPS. Maintenir en permanence sur le chantier, un Chef de projet qui sera soumis à l'agrément du MOE.

Le Chef de projet sera habilité à recevoir valablement tous les ordres de services ou instructions, accepter les constats, et d'une manière générale, assurer les relations avec le MOE comme s'il s'agissait de l'Entrepreneur lui-même.

### **3. JOURNAL DE CHANTIER**

Le journal, dont le modèle sera présenté à l'agrément du MOE, sera en permanence sur le chantier et sera disponible pour inspection par tout représentant désigné par MOE.

Sur ce journal seront consignés, chaque jour :

- Les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement du marché, telles que notification d'ordre de service, etc...
- Les conditions atmosphériques constatées (précipitations, vent, température, niveau des eaux, niveau de la neige, etc....) ;
- Les modifications des horaires de travail ;
- Nombre et état du matériel de chantier
- Le nombre et la catégorie des ouvriers employés sur le chantier, les arrivées et départs du personnel, ainsi que l'effectif cumulé à la fin de la journée y compris la main d'œuvre de la sous-traitante ;
- Les incidents (jour et nuit) ou détails représentant quelque intérêt du point de vue de la tenue ultérieure des ouvrages ou de la durée réelle des travaux ;
- Les observations faites et les prescriptions imposées à l'Entreprise ;
- Les travaux exécutés, leurs natures et leurs localisations ;
- L'état d'avancement des travaux de différentes natures, terrassements, chaussées, ouvrages, etc...
- Les opérations de contrôle ou de réception dont l'inscription est explicitement prévue au présent cahier ;
- Toutes demandes, suggestions et remarques faites par l'entrepreneur ou MO au cours des visites de chantier.

D'une façon générale, toutes observations ayant une incidence sur le déroulement des travaux.

Les mentions portées sur le journal de chantier sont recevables dans la limite des attributions des signataires et ne peuvent se substituer aux ordres de service que s'il en est ainsi disposé au marché négocié issu du présent appel. Il est placé sous la garde de l'équipe d'assistance technique et remis au MOE en fin de chantier.

A ce journal, sera annexé chaque jour un compte-rendu détaillé établi par un représentant de l'Entreprise spécialement désigné, sur lequel seront indiqués, par poste de travail, les horaires de travail, l'effectif et la qualification du personnel, le matériel présent sur le chantier et son temps de marche, la durée et la cause des arrêts de chantier, l'évaluation des quantités de travaux effectuées chaque jour,

Le journal de chantier sera signé, chaque jour, par les représentants de l'Entreprise et du MOE.

#### 4. REUNION DE CHANTIER

L'entrepreneur ou son représentant est tenu de se rendre personnellement aux convocations du MOE et d'accompagner les représentants de ce dernier sur les chantiers lors des visites périodiques et de leur donner les explications sur les travaux. La périodicité des visites est fixée par le MOE. Ce dernier pourra dans les mêmes conditions fixer toute visite exceptionnellement sous préavis de vingt-quatre heures.

Il sera dressé, pour chaque réunion, un procès-verbal - Plan d'actions qui sera contresigné par le MOE et l'entrepreneur en fin de séance, les actions décidées en réunion seront annexées au PV en tant que Plan d'actions. L'état de réalisation du plan d'actions sera vérifié de réunion en réunion.

Dans le cas où l'entrepreneur est absent ou refuse de contresigner le procès-verbal, celui-ci lui est notifié par ordre de service. Ces procès-verbaux étant appelés à remplacer autant que possible les échanges de correspondance entre le MOE et l'entrepreneur, ce dernier veillera à y faire inscrire au fur et à mesure du déroulement des travaux, ses observations, ses réclamations ou réserves.

Lors de visites de chantier, l'entrepreneur est tenu de prendre toutes dispositions pour rendre accessible la totalité des lieux d'opérations dans des conditions de sécurité totale.

### ARTICLE 31 : DOCUMENTS A FOURNIR PAR L'ENTREPRENEUR

#### 1. OPERATIONS A EXECUTER PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION :

Le tableau ci-dessous comportent une liste, non limitative, des opérations à effectuer par l'Entrepreneur avant l'exécution des travaux correspondants.

N°	OPERATIONS	DOCUMENTS A ETABLIR	DELAI
1	Projet des installations de chantier et Définition des installations.	Mémoire et plans	21 jours qui suivent la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux
		Accès au chantier	
		Itinéraires de transport	
2		Mémoire	

	Plan d'Assurance de la Qualité	Procédures d'exécution des travaux	21 jours qui suivent la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux
	Organisation Générale, sous traitance	Organigramme	
3	Plan d'exécution des travaux et accostage des travaux	Mémoire explicatif	21 jours qui suivent la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux
		Planning	
		Plans d'exécution des différents ouvrages à réaliser et accostage des travaux.	
4	Signalisation de chantier	Plan de signalisation	21 jours qui suivent la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux
5	Propositions pour origine et nature des matériaux pour chaussées	Dossiers d'agrément des matériaux : granulats, sables, bitumes, ... etc.	21 jours qui suivent la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux pour les matériaux destinés aux enrobés
6	Etude d'identification des agrégats d'enrobés	Mémoire, procès-verbaux d'essais.	21 jours qui suivent la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux
7	Etudes de formulation de GB, BBSG et EB	Etudes de formulation réalisée par un laboratoire type CERIT ou équivalent. Fiches techniques des produits spéciaux (ex dope)	21 jours qui suivent la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux
8	Proposition pour origine et natures de matériaux pour béton	Dossiers d'agrément Mémoire, procès-verbaux d'essais.	21 jours qui suivent la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux
9	Essai d'écrasement des buses	Dossiers d'agrément Mémoire, procès-verbaux d'essais.	21 jours avant utilisation

- Le dossier de récolement posé avant 15 jours de demande de réception provisoire des travaux ;
- Le délai est décompté à dater de la notification de l'ordre de service de commencement de la période de préparation. Ce délai comprend un délai de **cinq (05)** jours pour l'examen des dossiers par le maître d'œuvre.

## 2. OPERATIONS A EXECUTER PENDANT LA PERIODE DE PREPARATION :

N°	OPERATIONS	DOCUMENTS A ETABLIR	DELAI
1	Etudes de formulation	Complément étude de formulation	30 jours avant utilisation
2	PAQ- Procédures d'exécution et de contrôle	Fiches, notes	10 jours avant application
3	PAQ - sous-traitant	Dossier	7 jours avant le recours à la sous-traitance
4	Evolution du PAQ	Fiches, notes, plans.	Suivant avancement des travaux.
5	Mise à jour du programme d'exécution	Planning et notes justificatives.	Tous les 30 jours
6	Les rapports de suivi de contrôle qualité	Rapports d'essai sur prestations Labo et TOPO	Suivants l'avancement des travaux

### 3. OPERATIONS A EXECUTER A LA FIN DES TRAVAUX

N°	OPERATIONS	DOCUMENTS A ETABLIR	DELAI
1	Dossier de récolement	Plans , Levés , Fiches de réceptions	Au plus tard 15 jours après la demande de l'entreprise à la réception provisoire des travaux

Il comprend :

- Plan de recollement infrastructures ;
- L'ensemble des fiches techniques ;
- Dossiers qualité avec rapports de conformité ;
- Rapport de synthèse ;
- Tout autre document jugé utile par le MOE

#### ARTICLE 32 : PLANS ET DESSINS D'EXECUTION

L'Entrepreneur aura à sa charge l'établissement des plans cotés, par un topographe agréé par l'ordre des ingénieurs topographes et validé par le maître d'œuvre, **le dossier technique comprenant les notes de dimensionnement des chaussées, les plans de détail et d'exécution (profils en long et profils en travers) et plans d'exécution des ouvrages en béton armé établi par un BET et validé par un BCT** agréés par le maître d'œuvre.

#### ARTICLE 33 : ESSAIS DE MATERIAUX ET MATERIEL

Le prestataire devra tenir en permanence sur le chantier les récipients ou éléments de matériaux disponibles à des prises de prélèvements pour études, essais ou analyses. Le prestataire fournira, à ses frais, la main d'œuvre et le matériel nécessaire, le cas échéant, pour permettre aux organismes habilités de procéder à leurs essais.

#### ARTICLE 34 : CAHIER DE CHANTIER

Le prestataire est tenu de fournir un cahier triol. Ce cahier est destiné à recevoir les instructions ou observations du Maître d'œuvre afin d'avoir la bonne marche du chantier. Ce cahier ne devra pas quitter le chantier et doit être présenté à chaque réunion et visite.

#### ARTICLE 35 : ETABLISSEMENT ET SUIVI DU PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

## 1. Forme et consistance du programme

### a) Programme général

Le programme d'exécution s'appuiera sur un **diagramme de type "GANTT"**. Ce programme mettra en évidence :

- Les tâches à accomplir pour exécuter les travaux et leur enchaînement ;
- Pour chaque tâche, la date prévue pour son achèvement et la marge de temps disponible pour son exécution ;
- Les points d'arrêt ;
- Le chemin critique ;
- Les cadences de travail et les ateliers de production ;
- Les différentes contraintes et sujétions définies ci-dessous.

Il devra tenir compte des délais d'établissement et de vérification des documents d'exécution, de l'agrément et de la fourniture des matériaux, de la levée des points d'arrêt et du délai global d'exécution des travaux.

Une notice précisera le personnel et le matériel nécessaires et la composition des postes de travail, leur durée, ainsi que les délais de commande et d'approvisionnement et les cadences de livraison lorsque celles-ci sont régulières.

**Le programme général d'exécution sera accompagné de la liste prévisionnelle et du planning de remise des études d'exécution complémentaires.**

### b) Programmes partiels

Tous les quinze jours, la veille de la réunion de chantier, l'Entrepreneur fournira un programme détaillé des travaux prévus du mois à venir.

Les travaux devant se dérouler pendant la première quinzaine y seront détaillés à l'échelle unitaire de la journée. Le MOE se réserve de modifier la périodicité et la durée complète de ces programmes partiels.

### c) Programmes courants quotidiens

Quotidiennement, le programme des tâches élémentaires à réaliser le lendemain sera remis au Maître d'œuvre accompagné d'un programme de contrôle correspondant.

## 2. Contraintes du programme

En complément des contraintes et délais définies au Chapitre I. l'Entrepreneur devra pour l'établissement de son programme tenir compte des contraintes techniques.

## 3. Agrément et mise à jour du programme

Le programme sera envoyé avec toutes ses pièces en cinq (5) exemplaires. Le MOE disposera d'un délai de quinze (15) jours ouvrables pour l'examiner et le renvoyer à l'Entrepreneur, soit revêtu de son VISA, soit accompagné de ses observations.

Dans ce dernier cas, l'Entrepreneur apportera les modifications demandées dans le délai de quinze (15) jours ouvrables.

Il sera procédé tous les mois à l'examen et à la mise au point du programme dans les mêmes conditions que celles qui auront précédé à son élaboration.

## **ARTICLE 36 : INSTALLATIONS DE CHANTIER**

### **1. INSTALLATION GENERALE**

L'Entrepreneur se procurera, à ses frais et par accord direct avec les propriétaires et exploitants intéressés, les terrains dont il a besoin pour l'exécution des installations.

Le site choisi, l'organisation des bâtiments et installations, ainsi que la gestion des surfaces utilisées seront soumises à l'accord du MOE.

### **2. PROJET D'INSTALLATION DE CHANTIER**

Le projet d'installation de chantier devra notamment comporter :

- Un plan au 1/500e sur lequel seront figurés les divers locaux constituant l'installation, les voies de circulation et emplacements de parkings, l'installation de distribution de carburant, les dispositions prises pour le traitement des rejets et le tracé des différents réseaux d'alimentation (eau, électricité, téléphone...) et les installations à mettre à disposition du MOE ;
- Les installations ou dispositions prévues pour l'approvisionnement des différents matériaux (liants, granulats, eaux, tuyaux etc...) ;
- Les dispositions de protection des matériaux stockés (pour les granulats notamment : dispositions pour empêcher la pollution par des fines, pour éviter le mélange entre granulats de type différents, etc...)
- Les circulations et aires de stationnement prévues.
- Les dispositions pour éviter les nuisances aux riverains des installations

Le MOE retournera le projet d'installation de chantier à l'Entrepreneur, soit revêtu de son visa, soit s'il a lieu, accompagné de ses observations dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la date de réception.

L'Entrepreneur fera son affaire des risques et difficultés de circulation.

### **3. AMENAGEMENT DES PLATES-FORMES**

L'aménagement des plates-formes pour installations et laboratoire est à la charge de l'Entrepreneur, il s'effectuera comme suit :

- Avant travaux, un état des lieux sera dressé en présence de l'Entrepreneur et du MOE ;
- Les terres végétales de la plate-forme seront récupérées sur une épaisseur de 0.30 m et mise en dépôt provisoire en cordon en périphérique de la parcelle. Les cordons de terre présenteront une hauteur maximale de 2 ,00 m ;
- Après ces opérations de découverte, l'Entrepreneur devra modeler le terrain pour constituer les plates- formes support des ateliers, bureaux, sanitaires, etc...
- L'Entrepreneur fournira et mettra en œuvre les matériaux nécessaires à la stabilisation des plates-formes et des accès.

### **4. Locaux et équipements du chantier**

- Divers locaux, ateliers et magasins pour la gestion du chantier,



- Un panneau de chantier de dimensions 4 m x 3 m.
- Bureaux modulaires et bloc sanitaire pour le personnel de l'entreprise,
- L'alimentation en eau et en électricité
- Signalisation et protection de chantier

Les clôtures provisoires de sûreté portées le logo de l'ONDA pour délimiter le chantier quel que soit le linéaire.

Le repliement des installations de chantier, la démobilisation du matériel et la remise des lieux à leur état initial.

## **5. REMISE EN ETAT**

Pour la remise en état :

- Les constructions, les installations de chantiers ne seront démolies et évacuées qu'après accord du maître d'œuvre délégué ;
- Si le maître d'œuvre délégué accorde la démolition des installations, Le terrain sera modelé pour retrouver sa topographie initiale, puis scarifié sur une épaisseur de 0,60 m.

En outre, la remise en état des lieux en fin de travaux comportera un nettoyage général des emprises et des zones d'occupation temporaire. Tous les déchets, matériel ou matériaux sans emploi (chutes de ferraille ou de coffrage, bidons, pneus, sacs de ciment, fonds de malaxeurs, etc....) seront ramassés et évacués en dépôt.

Définitif par l'Entrepreneur quelles que soient les difficultés d'accès pour leur récupération. La remise en état des lieux et le nettoyage général sont inclus dans le prix d'installation.

L'Entrepreneur devra justifier de l'exécution de ses obligations vis-à-vis des propriétaires des terrains par la remise d'un quitus.

## **ARTICLE 37 : PROTECTION DU CHANTIER**

Le prestataire doit garantir les matériaux, matériels, installations, fournitures, outillages et ouvrages contre les dégradations qu'ils pourraient subir notamment du fait des intempéries ou remplacer à leur frais les ouvrages qui auraient été endommagés, quelque que soit la cause du dégât et, sauf recours éventuel contre les tiers responsables, le maître d'œuvre reste en tout état de cause complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses qui en résultent.

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, Le prestataire doit protéger le chantier et les ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir et les dommages qu'ils pourraient occasionner, sans frais supplémentaires pour le maître d'œuvre.

## **ARTICLE 38 : ORIGINE, APPROVISIONNEMENT ET RANGEMENT DES MATERIAUX ET FOURNITURES**

Tous les matériaux, matières et produits utilisés dans la construction des ouvrages faisant l'objet du présent marché proviendront de carrières ou d'usines validées par le Maître d'œuvre.

L'Entrepreneur ne peut, en aucun cas, se prévaloir de l'éviction par le Maître d'œuvre de fournisseurs ou sous-traitants pour demander une majoration quelconque sur le prix de la fourniture.

Chaque espèce de matériaux doit satisfaire aux normes marocaines en vigueur à la signature du Marché ou à défaut, aux normes internationales.

Le Maître d'œuvre peut effectuer tous les essais qu'il estime nécessaires pour vérifier que les matériaux ou les produits utilisés sont conformes aux spécifications imposées.



L'Entrepreneur est tenu d'éloigner du chantier, à ses frais, en un lieu validé par le Maître d'œuvre les matériaux ne satisfaisant pas aux conditions ci-dessus.

Le Maître d'œuvre est seul compétent pour juger de la qualité des matériaux et décider de leur lieu d'emploi. En particulier le lieu de provenance des matériaux ne peut en aucune façon laisser préjuger de leur qualité.

L'entrepreneur est dans l'obligation de produire à chaque livraison les pièces justifiant la provenance des matériaux approvisionnés (bons de livraison ou factures) et ce conformément aux dispositions des normes en vigueur.

Pour ce qui est des plantes, elles seront préalablement sélectionnées à la pépinière, transportées et livrées à pied d'œuvre par l'entrepreneur.

Il en sera de même pour toutes les fournitures, intrants, produits de traitement, matériel d'arrosage, outillage divers, etc.

### **1. MATERIAUX NON DENOMMES :**

Tous les matériaux employés par l'Entreprise et non dénommés dans le présent CPS seront de la meilleure qualité, sans aucun défaut nuisible à la bonne exécution et à la bonne sécurité des ouvrages. Leur provenance devra toujours être justifiée et ceux qui ne présenteraient pas les garanties jugées nécessaires par le Maître d'œuvre seraient refusés.

### **2. OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC :**

L'Entrepreneur ne pourra occuper le domaine public pour le dépôt de matériaux qu'aux points et dans les limites qui lui auront été indiqués par le Maître d'œuvre sur sa demande. Si ces dépôts sont faits en dehors des points indiqués, l'infraction sera poursuivie, après un simple avis du Maître d'œuvre comme contravention aux règlements de voirie, sans préjudice de la responsabilité personnelle de l'Entrepreneur en cas d'accident. Il sera en outre pourvu d'office et sans délai au transport et au rangement des matériaux et le montant des dépenses sera déduit du compte de l'Entrepreneur.

### **3. ECHANTILLONNAGE :**

L'entrepreneur devra soumettre à l'acceptation du MOE un échantillon de chaque espèce de matériau ou de la fourniture qu'il se propose d'employer. Il ne pourra le mettre en œuvre qu'après acceptation donnée par ordre délivré par le MOE.

Les échantillons seront déposés au bureau de chantier et serviront de base de vérification pour la réception des travaux.

L'entrepreneur devra présenter à toute réquisition les certificats et attestations prouvant l'origine et la qualité des matériaux proposés.

Les matériaux destinés à l'exécution des travaux ne seront d'origine étrangère qu'en cas d'impossibilité de se procurer des matériaux similaires de fabrication Marocaine.

### **4. RECEPTION DES MATERIAUX**

Tous les matériaux et produits seront, avant leur emploi, présentés à la réception du Maître d'œuvre. Les matériaux seront soumis aux essais qui sont prévus dans le présent CPS. Ces essais seront exécutés en deux phases : **essais d'agrément** et **essais de contrôle**.

Tous les matériaux dont les caractéristiques ne sont pas définies dans le présent CPS, feront l'objet de la part de l'Entrepreneur d'une demande d'agrément de provenance au Maître d'œuvre précisant, le cas échéant, les conditions de préparation par ses soins ou d'achat à un fournisseur.

Toute déclaration ou demande d'agrément de provenance devra être faite pendant la période de préparation.

#### **a) ESSAIS D'AGREMENT**

Ils sont effectués avant tout commencement de fourniture et ont pour objet de permettre de s'assurer que les matériaux dont l'utilisation est envisagée par l'Entrepreneur satisferont bien aux conditions du présent CPS.

Sont considérés dans le cadre des essais d'agrément, les essais qui suivent :

- Les essais préliminaires d'agrément des carrières, granulats et matériaux de toute nature.
- La formulation des matériaux enrobés à chaud et des bétons.
- Le contrôle de réglage des stations de concassage et du poste d'enrobage.
- La réalisation des planches d'essais et de référence.

Les essais de laboratoire requis par les prestations susvisées devront être réalisés par un laboratoire agréé par le Maître d'œuvre, aux frais de l'Entrepreneur.

#### **b) ESSAIS DE CONTROLE**

Ces essais, effectués en cours d'exécution des travaux, ont pour objet de permettre de vérifier que les matériaux approvisionnés par l'Entrepreneur manifestent bien des qualités constantes et conformes à celles acceptées lors de l'agrément. Ils sont diligentés par le contrôle externe qui en assure la charge.

Dans le cas de refus de matériaux, ceux-ci seront transportés hors du chantier par les soins et aux frais de l'Entrepreneur dans le délai qui sera fixé lors de la décision du refus.

Faute par l'Entrepreneur de se conformer à cette décision, il pourra y être procédé d'office par le Maître d'œuvre, aux frais, risques et périls de l'Entrepreneur sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire.

### **5. QUALITE DES MATERIAUX**

La qualité des matériaux destinés à la réalisation des ouvrages objet du présent marché est celle définie par :

- Les fascicules des CPC pour les travaux routiers courants en vigueur complétés par la note circulaire de la DRCR n° 214.22/50.5/238/340 du 11/12/98 ;
- Les Normes NM 13.1.214 relatives aux couches de roulement et couches de liaisons : Bétons bitumineux à module élevé NM 13.1.20. Bétons bitumineux semi-grenus BBSG et NM 13.1.210 relatives aux couches d'assise : Graves bitumes complétées par la norme NM 13 1 213 relative à l'exécution des matériaux enrobés hydrocarbonés en corps de chaussée ;
- La note circulaire n° 214.22/40900/2425/2004 du 14 juillet 2004 relative à la norme pour la mesure de la valeur du bleu de méthylène ;

- Les normes NM EN 13043 et NF P 18-545 (NM 10.1.813) pour les granulats ;
- Le catalogue des structures de chaussées neuves Edition 1995 ;
- La note circulaire de la DRCR n°215.30/96/08 du 05/11/2008 relative à l'imprégnation des assises en graves non traitées à l'émulsion de bitume ;
- La NM EN 13808 relative aux bitumes et liants bitumineux - Cadre de spécifications pour les émulsions cationiques de liants bitumineux ;
- La norme marocaine NM 03.4.158 relative aux spécifications des bitumes routiers ;
- Le fascicule n°4 des CPC relatif aux clauses techniques communes aux ouvrages d'assainissement et de soutènement complété par la norme marocaine NM10.1.027(version 2013) intitulée « canalisations en béton armé, non armé et fibré » ;
- La norme marocaine NM 10.1.008 relative aux spécifications, performances, production et conformité des bétons ;
- Les normes NM EN 13383-1 et NM EN 13383-2 pour les enrochements ;
- Le guide Marocain pour les terrassements routiers GMTR.

### **ARTICLE 39 : ENLEVEMENT DES MATERIELS ET MATERIAUX SANS EMPLOI**

Le prestataire devra, à ses frais, évacuer à la décharge publique, les matériaux et gravois de toutes natures, emballage, etc....

### **ARTICLE 40 : SUJETIONS DECOULANT DE LA PRESENCE DE RESEAUX**

L'Entrepreneur prendra toutes dispositions pour préserver les réseaux existants les maintenir en service.

De façon générale, le déplacement des réseaux et la réalisation des travaux des rétablissements de communications et des déviations provisoires devront être pris en compte dans l'établissement du planning.

L'Entrepreneur avisera, par lettre recommandée avec accusé de réception, les concessionnaires intéressés par les réseaux, au minimum quinze (15) jours avant le démarrage des travaux. Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions particulières demandées par ces services.

Dans toutes les zones où les manœuvres des véhicules d'approvisionnement ou d'engins sont susceptibles d'engager le gabarit des ouvrages ou tout réseau, l'Entrepreneur mettra en place des gabarits de protection signalant la présence des obstacles.

### **ARTICLE 41 : QUALITE DES MATERIAUX ET TRAVAUX DE TERRASSEMENT ET D'ASSAINISSEMENT :**

#### **I. TERRASSEMENT :**

##### **A. SPECIFICATIONS GENERALES**

##### **1) Généralités**

L'Entrepreneur, ses sous-traitants et ses fournisseurs devront effectuer leurs transports de matériaux en utilisant les itinéraires autorisés par l'administration et le Maître d'Ouvrage.

##### **2) Pistes De Chantier**

Les pistes nécessaires aux accès seront soumises à l'acceptation du Maître d'œuvre après obtention des autorisations (administration, riverains, etc.).

L'Entrepreneur devra procéder à tous les arrosages des pistes nécessaires pour éviter la formation de poussière. La Signalisation de ces pistes sera soumise à l'acceptation du Maître d'œuvre.

D'autres entreprises, n'intervenant pas dans le cadre du présent marché, pourront être autorisées par le Maître d'ouvrage à emprunter les pistes de chantier.

En fin de travaux, l'Entrepreneur devra procéder aux opérations suivantes :

- Démontage et enlèvement des ouvrages provisoires ;
- Enlèvement des matériaux constituant la chaussée, remise en œuvre, soit en remblai, soit sur les zones de dépôts définitifs.

En cas d'utilisation de pistes existantes, l'entrepreneur est tenu de remettre en état les pistes utilisées. Un état des lieux de ces pistes devra être effectué en contradictoire avec le MOE avant tout démarrage des travaux.

### 3) Transports D'engins

L'Entrepreneur devra se conformer aux prescriptions locales concernant le transport de matériel de travaux publics.

Les transports ne pourront s'effectuer **que sur porte chars sauf dérogation délivrée** par les services de l'administration (dans ce cas, les itinéraires empruntés devront avoir été soumis au préalable à l'acceptation du Maître d'Ouvrage et des services gestionnaires des voiries concernées).

### 4) Nettoyage Du Terrain

L'Entrepreneur est chargé d'arracher ou d'abattre et d'essoucher tous les arbres de toutes tailles situées à l'intérieur de l'emprise des travaux sauf indications contraires du Maître d'œuvre.

Toutes les précautions seront prises afin de ne pas endommager les câbles et les conduites existantes à proximité et de ne pas gêner la circulation aérienne.

### 5) Remise en Etat des Terrains

En fin d'exploitation des dépôts de terre végétale, l'Entrepreneur devra procéder à la remise en forme des lieux de dépôts par régalage des terres végétales restantes, conformément aux instructions données par le Maître d'œuvre.

Il avertira celui-ci quand les travaux de remise en forme seront terminés et un constat sera établi.

## II. QUALITE DES MATERIAUX ET TRAVAUX DE CORPS DE CHAUSSEE :

### A. TRAVAUX PREPARATOIRES ET DE FINITION

#### 1) AIRES DE STOCKAGE ET DE FABRICATION

Les aires de stockage et de fabrication sont à la charge de l'Entrepreneur. Leur localisation et leur aménagement seront soumis à l'agrément du Maître d'œuvre au cours de la période de préparation.

#### 2) STOCKAGE DES GRANULATS

##### a) AMENAGEMENT DE L'(DES) AIRE(S) DE STOCKAGE

Le plan d'aménagement et les caractéristiques géométriques de l'(des) aire(s) de stockage sont définies au PAQ.

L'(les) aire(s) comporte(nt) des aménagements indispensables permettant à tous les camions livrant la fourniture ou venant la chercher de circuler librement par n'importe quel temps sans provoquer d'ornières.

Les opérations d'aménagement de l'(des) aire(s), comprenant notamment :

- Les travaux préparatoires (dégagement des emprises, démolition diverses ...),
- Les travaux de nivellement et de terrassement,
- Le drainage, l'assainissement, l'aménagement des pistes d'accès, des zones destinées au stockage et aux centrales,
- La protection de l'environnement,

Sont soumises à l'agrément du Maître d'œuvre au cours de la période de préparation.

La superficie de chaque aire doit être suffisante pour qu'au démarrage de la fabrication, 70% au moins de granulats devant être passés en centrale sur cette aire, soient approvisionnés.

### **b) CONSTITUTION DES STOCKS**

L'Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que les granulats soient déposés par classe de granularité, sans débordement dans les autres zones de dépôt selon les dispositions prévues sur le plan d'aménagement visé à l'article a). ci-dessus.

La hauteur maximale des tas pour chaque classe granulaire mise en stock doit être de 10 mètres. La distance minimale entre les pieds de tas doit être de 5 mètres.

## **3) NETTOYAGE ET FINITION DU CHANTIER**

### **a) NETTOYAGE COURANT EN COURS DE TRAVAUX**

L'Entrepreneur devra veiller en permanence à la propreté du chantier et procéder aux nettoyages prescrits par le Maître d'œuvre. Si les matériaux (fondations, concassés, terre végétale, etc....) sont répandus accidentellement sur les diverses couches, l'Entrepreneur sera tenu de procéder immédiatement au balayage avec arrosage sous pression si besoin est, avec évacuation des matériaux.

### **b) NETTOYAGE GENERAL EN FIN DE TRAVAUX**

L'Entrepreneur procédera à la fin des travaux de réalisation de toutes les couches de chaussées à un nettoyage général de la zone des travaux et de ses annexes suivant les modalités arrêtées d'un commun accord avec le Maître d'œuvre.

Les chaussées devront être livrées parfaitement propres et en état de recevoir, sans préparation complémentaire, l'application de peinture de la Signalisation horizontale.

Tous les travaux de nettoyage sont à la charge exclusive de l'Entrepreneur.

Pour ce nettoyage général, l'Entrepreneur devra disposer du matériel suivant et du personnel correspondant :

- Au moins une balayeuse de forte puissance avec son tracteur,
- Au moins une citerne automotrice de grande capacité avec une rampe d'arrosage munie de jets à haute pression,
- Un camion pour le ramassage des objets divers et leur évacuation,
- Une pelle hydraulique automotrice à pneus munie d'une élingue.

Dans le cas où le nettoyage ne serait pas réalisé correctement et après mise en demeure de l'Entreprise, le Maître d'œuvre fera réaliser le nettoyage par une autre Entreprise aux frais exclusifs du titulaire du présent marché.

## B. STRUCTURES DE CHAUSSEES

### 1) Généralités et normes

A défaut de prescriptions particulières dans les pièces du Marché, les travaux de chaussée seront exécutés conformément aux spécifications des fascicules n° 1 à 5 du CPC de la Direction des Routes et de la Circulation Routière (DRCR), et le cas échéant des directives de la DRCR les plus récents.

Tous les matériaux et produits employés pour l'exécution des travaux de chaussées seront fournis par l'entrepreneur et proviennent d'usine, de carrière ou de lieux d'emprunt proposés par l'entrepreneur et agréés par le maître d'œuvre.

Les méthodes d'élaboration des matériaux, les études de formulation, les essais de convenance à la fabrication et à la réalisation, sont à effectuer par l'entrepreneur, à sa charge et sous sa responsabilité.

Les provenances des matériaux devront être soumises à l'agrément du maître d'œuvre en temps utile pour respecter le délai d'exécution contractuel et au maximum dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Les propositions d'agrément devront être faites en temps voulu afin de ne pas retarder le bon déroulement des travaux.

L'acceptation par le maître d'œuvre ne relève pas l'entrepreneur de ses responsabilités en matière de qualité et de volume de production.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra se prévaloir d'un quelconque retard dans l'exécution de ses travaux.

Il est à rappeler que les normes relatives aux travaux, à la fourniture, à la fabrication et à la mise en œuvre des matériaux seront, sauf spécifications contraires figurant au présent Cahier des Clauses Techniques Particulières, celles du Cahier des Prescriptions Communes applicables aux travaux routiers courants.

### 2) GRAVE NON TRAITEE GNF/GNA

Les granulats pour couche de fondation seront des matériaux présentant les caractéristiques de la grave non traitée de type GNF1 (0/40). Le pourcentage de matériaux concassés sera de 60 % au minimum. Les granulats seront des matériaux calcaires ou silico-calcaires. Le matériau pourra être également corrigé par apport de filer.

Les principales caractéristiques de la GNF1 sont résumées ci-après :

	Dureté LA	Usure MDE	Propreté	Indice de concassage
GNF1	Inférieur à 30	Inférieur à 25	IP < 6 et Es sur fraction 0/2 > 30 Ou	Supérieur à 60%

			VB0/D<1.5	
--	--	--	-----------	--

La compacité ne devra pas être inférieure à 95 % de l'Optimum Proctor modifié (O.P.M). Cette compacité doit être obtenue pour 95% des mesures effectuées, sans que les 5% des mesures restantes aient une compacité inférieure à 2 % à la compacité exigée.

Les granulats pour couche de base seront des matériaux présentant les caractéristiques de la grave non traitée de type GNA (0/31,5). Le pourcentage de matériaux concassés sera de 100 %. Les granulats seront des matériaux calcaires ou silico-calcaires. Le matériau pourra être également corrigé par apport de filer. Les autres caractéristiques devront répondre aux exigences de GMTR.

### 3) GRAVE BITUME GB

#### a) DEFINITION

De façon générale, les graves bitumes seront conformes aux normes NM 13.1.210-2008 « Couches d'assises : Grave-bitume » et NM EN 13108-1 « Mélanges bitumineux Spécifications des matériaux Partie1 : Enrobés bitumineux » ainsi que la norme NM 13.1.213-2019 « Exécution des assises de chaussées, couches de liaison et couches de roulement Partie 1 : enrobés hydrocarbonés à chaud - Constituants, formulation, fabrication, transport, mise en œuvre et contrôle sur chantier ».

Ce grave bitume relève aussi des normes NF EN 13043, NP P 18-545 pour les granulats et de la norme marocaine NM 03.4.158 pour les bitumes.

Le grave bitume est de type 0/14 ou 0/20 de classe 2.

#### b) CONTROLE EXTERNE

Le contrôle portera sur le respect des tolérances planimétriques suivantes :

- +/- 3 cm par rapport aux bords théoriques de la couche ;
- 0 à 5 cm pour la largeur de la couche.

La vérification sera faite par l'entrepreneur à chaque profil en travers du projet d'exécution et aux emplacements fixés par le maître d'œuvre au cours des travaux.

#### c) CONTROLE EXTERIEUR

Le Maître d'œuvre effectuera des contrôles inopinés.

### 4) ENDUIT ET COUCHE D'ACCROCHAGE

De façon générale, les enduits seront conformes à la norme NF P 98-160 « revêtement de chaussées -enduits superficiels d'usure », ainsi qu'au fascicule 26 du CCTG « Exécution des enduits superficiels d'usure ».

#### a) Couche d'imprégnation



Une couche d'imprégnation sera réalisée sur les assises en grave GNT, immédiatement après la fin du compactage de celle-ci et son réglage fin, et en tout état de cause dans les quarante-huit (48) heures.

Le Maître d'Œuvre pourra exiger le balayage de la surface à imprégner pour permettre un meilleur accrochage du liant.

Si, au moment du répandage, la surface d'assise n'est plus humide, elle devra être légèrement humidifiée

Le sablage (gravillonnage) 4/6 devra être à raison de 6 à 8 l/m<sup>2</sup> pour éviter le décollement de la couche d'imprégnation.

Le liant utilisé sera une émulsion cationique surstabilisée **ECS 55%** à rupture lente au dosage indicatif de 1.2Kg/m<sup>2</sup>.

Il sera fourni par l'entrepreneur et devra répondre aux spécifications de la norme marocaine N.M.03.4.003.

- **Contrôle d'exécution**

Il s'effectue comme suit :

1. Contrôle interne :
  - Régularité du répandage du liant et des granulats,
  - Température du répandage,
  - État de surface avant répandage suivant les consignes du PAQ.
2. Contrôle externe :
  - Contrôle des dosages mis en œuvre pour le liant et les granulats en rapportant les quantités répandues aux surfaces enduites par journée de travail
  - Contrôle de répartition transversale le 1er jour du répandage et ensuite une fois par semaine
  - Contrôle journalier de propreté des granulats avant mise en œuvre.
  - Contrôle journalier de teneur en eau des granulats avant mise en œuvre
3. Contrôle extérieur : Contrôles inopinés.

## **b) Couche d'accrochage**

Une couche d'accrochage sera réalisée avant mise en œuvre des bétons bitumineux.

- **Liants**

Ils seront fournis par l'Entrepreneur et devront répondre aux spécifications de la norme marocaine NM 03.4.029.

Les liants utilisés seront des émulsions de bitume pur (cationiques dosées à 65 % et à rupture rapide) au dosage indicatif de 350 g par m<sup>2</sup> de bitume résiduel.

- **Composition**

La couche d'accrochage sera constituée d'une couche d'émulsion au dosage indicatif de 350g par m<sup>2</sup> de bitume résiduel.

Elle sera appliquée sur l'assise en grave bitume avant mise en œuvre de la couche de roulement en enrobé bitumineux et avant reprofilage.

- **Contrôle et conformité des liants**

Les essais de contrôle de conformité des livraisons sur le chantier sont à la charge de l'entrepreneur et communiqués à chaque livraison au maître d'œuvre. Ils portent au moins sur la détermination de la teneur en eau et de l'indice de rupture pour chaque porteur. Ils devront être produits avant l'utilisation de l'émulsion.



## 5) REVETEMENT SUPERFICIEL EN ENROBE BITUMINEUX - EB

### a) Généralités

Les graves bitumes seront conformes aux normes NM 13.1.214-2008 « Couches de roulement et Couche de liaison » et NM EN 13108-1 « Mélanges bitumineux Spécifications des matériaux Partie 1 : Enrobes bitumineux » ainsi que la norme NM 13.1.213-2019 « Exécution des assises de chaussées, couches de liaison et couches de roulement Partie 1 : enrobés hydrocarbonés à chaud - Constituants, formulation, fabrication, transport, mise en œuvre et contrôle sur chantier ».

L'enrobé bitumineux est de type 0/10.

La classe de l'EB 0/10 sera définie au niveau de l'étude géotechnique de chaussée.

### b) Niveau de l'étude géotechnique

La composition EB est déterminée par l'Entrepreneur à la suite d'une épreuve de formulation à sa charge. Elle doit permettre d'obtenir les performances exigées dans le présent CCTP. Les caractéristiques intrinsèques et de fabrication des granulats et fillers sont définies dans la norme NF P18-545 article 8.

**NB : la formulation de l'EB, le transport, la mise en œuvre doit tenir compte des spécificités climatiques de la région. Le niveau de formulation ne doit en aucun cas être inférieur au niveau 2.**

### c) Liant

Le bitume sera de la classe 35/50. Il devra satisfaire à la norme marocaine NM 03.4.158 :2017

L'approvisionnement simultané par différentes raffineries est interdit : le changement éventuel de raffinerie ou de liant doit correspondre à des phases de chantier nettement séparées et nécessite une information du Maître d'Œuvre.

L'Entrepreneur est responsable de la qualité du bitume livré, et assure le contrôle de la fourniture du bitume.

## 6) BORDURES

### a) Généralités

Il s'agit de bordures posées le long des trottoirs (entre les voiries et les trottoirs), bordures limitatives du parking et le long des fosses de plantations. La bordure sera en béton imitation pierre, couleur gris sombre.

#### **Rappel des normes et réglementations**

Le titulaire utilisera des matériaux correspondants aux normes applicables au marché.

Les caractéristiques des matériaux proposées par l'entrepreneur devront répondre aux essais définis dans le présent CCTP (dont norme NF EN 1340). L'entrepreneur devra fournir un procès-verbal des essais réalisés sur les matériaux qu'il propose.

L'entrepreneur s'engage à respecter rigoureusement les caractéristiques exactes de tous les matériaux tels que définis au CCTP, CDP ou autres documents contractuels. Tous manquements à l'une des caractéristiques de l'un des matériaux entraîneront

automatiquement son remplacement par le matériau prévu, tous les travaux induits directement ou indirectement étant à la charge de l'entrepreneur.

Les tolérances de fabrication devront respecter les normes en vigueur, elles seront en particulier :

- l : largeur :  $\pm 2$  mm
- L : Longueur :  $\pm 2$  mm
- e : épaisseur :  $\pm 2$  mm

Ces dispositions valent quel que soit le type de bordure (droite et courbe). Les bordures devront être de Classe de résistance U+D.

### b) Caractéristiques mécaniques

Elles auront pour caractéristiques :

- Caractéristiques selon norme européenne NF EN 1340 ;
- Bordure classe U+D ;
- U : contrainte minimale 6 MPa ;
- D : Gel modéré, Salage très fréquent ;
- B : L'absorption d'eau :  $< 6\%$  de la masse de l'éprouvette de béton utilisée ;
- H : Résistance à l'abrasion :  $< 23\text{mm}$  ;

### c) Spécifications techniques de mise en œuvre de la bordure

#### - Principe de pose en coupe droite

Les bordures seront de longueur entière de 1m, les coupes seront impérativement reportées au milieu des sections courantes. Les coupes droites ne seront jamais inférieures à 0,50 m. Pour éviter ce cas de figure, les coupes seront reportées sur 2 longueurs.

#### - sens de pose prescrite :

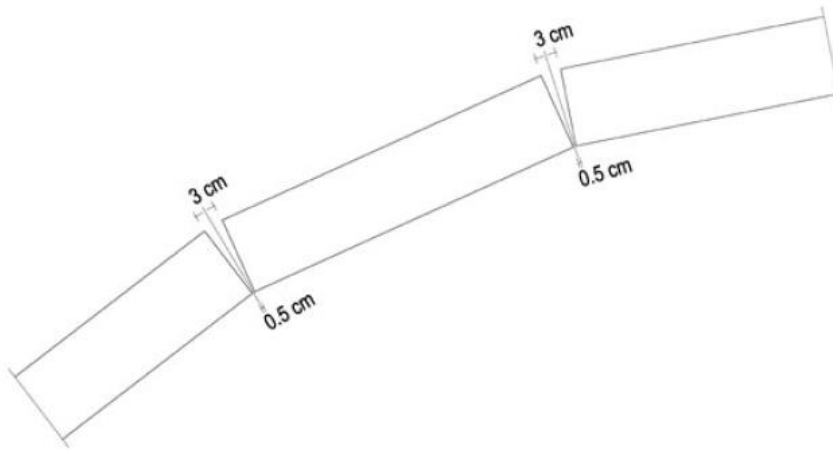


#### - sens de pose interdite :



#### - Principe de traitement des courbes par segments

Les joints entre les éléments de bordures seront inférieurs à 3 cm en extérieur courbe et 0,5 cm en intérieur courbe. Pour les courbes de rayon supérieur à 12,00 m les abouts des éléments droits seront biseautés à la fabrication ou retaillés par sciage à bords francs sans épaufures, afin d'obtenir, à la pose, des joints rayonnants à bords parallèles.



La pose se fait comme ci-dessus.

Le titulaire réalisera les plans de détail du calepinage.

### - Jointements

L'attention du titulaire est attirée sur le caractère urbain de l'aménagement et sur la qualité esthétique particulière exigée pour l'exécution de ces travaux. La couleur des joints sera dans la même tonalité que les éléments de bordures. L'aspect recherché est la disparition visuelle du joint. Ainsi, le mortier de remplissage des joints sera de même couleur que les bordures afin de constituer un ensemble harmonieux.

Les éléments successifs de bordures seront jointoyés au mortier de ciment artificiel. Pour la réalisation des zones particulières (courbes à faibles rayons et plus généralement les linéaires à fortes sollicitations), le mortier de jointement sera un mortier industriel à hautes performances et à haute adhérence.

L'épaisseur de joints devra être comprise entre 3mm et 5mm. Le sable utilisé sera un sable de rivière ou de carrière, de granularité compatible avec la largeur des joints. Le linéaire de bordure présentera un joint de 1 cm tous les 10 m, compte tenu du coefficient de dilatation de la bordure pour garantir la tenue dans le temps. Les bordures seront traitées avec un système spécial "blocage de rive". La résine de blocage proposée devra stopper la diffusion des contraintes horizontales consécutives au trafic routier. Elle sera hautement cohésive et devra constituer un monolithe avec l'ensemble des éléments modulaires (dalles, pavés, bordures, etc.) et l'assise support à partir d'un objectif d'adhérence fixé > à 3MPa.

Ses performances ne pourront être inférieures à :

- une parfaite étanchéité aux infiltrations d'eaux, causes de fissurations et décollements ;
- une capacité de rattrapage des niveaux des sols inégaux de + 5mm à 30 mm, sans pertes de performances.

Le produit proposé devra disposer des P.V attestant sa validité aux essais :

- d'adhérence sur béton > à 3 MPa ;
- de collage et scellement hautes performances : 100 MPa en compression, et 35 MPa en flexion.

Les liants seront des ciments conformes aux normes en vigueur et admis à la marque NF-VP. Le dosage en ciment sera au minimum de 350 à 400 kg/m<sup>3</sup>.

### - Tolérances et implantation

- Implantation en plan +/- 5 mm
- Implantation altimétrique +/- 5 mm

Le nivellement est réputé convenir lorsque cette tolérance est respectée pour 95 % des points contrôlés, tout écart n'étant jamais supérieur à 1 cm.

Le désaffleurement entre deux éléments contigus, mesuré à l'aide de deux règles de 10 cm de longueur disposées de part et d'autre du joint, ne doit pas être supérieur à 3mm en altimétrie et de 5 mm en planimétrie.

La qualité de remplissage des joints et leur régularité sont contrôlées visuellement ; le revêtement est réputé convenir sur ce point si 95 % des joints contrôlés sont conformes.

L'alignement des bordures est contrôlé au cordeau ; l'écart avec la direction prescrite ne doit pas être supérieur à 5mm.

## **ARTICLE 42 : DOSSIER DE RECOLEMENT.**

**Au plus tard quinze (15) jours après la demande de l'entreprise à la réception provisoire des travaux**, l'Entrepreneur devra fournir les dossiers de récolement des ouvrages exécutés.

Il comprend :

- Plan de recollement (Assainissement, Parking, ...etc) ;
- L'ensemble des fiches techniques ;
- Dossiers qualité avec rapports de conformité ;
- Rapport de synthèse ;

Tous les documents seront remis soit sous forme de plans, soit sous forme de cahiers classés dans des chemises et regroupés dans des boîtiers.

Tous les documents et chemises de classement seront munis d'une cartouche, renseignée par un titre et un numéro de pièce, et éventuellement d'un sommaire ou d'une liste de pièces. Les écritures manuscrites sont interdites sur les cartouches et les sommaires.

La présentation doit être la même pour tous les documents (couleur des chemises, présentation des cartouches, écritures, etc....). La couleur des chemises, reliures, etc. ... sera fixée par le Maître d'œuvre au moment de la production du dossier.

Un synoptique synthétisant les travaux réalisés devront être remis par l'entreprise conformément au modèle communiqué par maître d'œuvre.

En plus, l'entrepreneur doit réaliser un **archivage informatisé** des résultats et des rapports de contrôle permettant d'éditer rapidement et de manière fiable les contrôles définis par un ou plusieurs critères de recherche.

## **ARTICLE 43 : DEFINITION DES PRIX**

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAGT.

### **PRIX N°1 : INSTALLATION ET REPLIEMENT DU CHANTIER**

Ce prix rémunère au forfait l'installation et le repliement de chantier telle qu'elle est définie dans le présent CPS, ainsi que toutes les dépenses relatives à l'amenée du matériel, au montage des installations du chantier, à leur entretien, à la réalisation des routes et voies provisoires, à l'entretien des routes empruntées. Ce prix tient compte de toutes sujétions définies au présent marché tel que plans et dessins d'exécution, local de chantier, laboratoire de chantier, etc....

Il comprend également :

## **Dossier technique**

### **Levé pour établissement du dossier technique**

Les travaux topographiques et de mise en œuvre de corps de chaussée seront réalisés par des équipements dotés d'un guidage automatique des engins type finisseur, raboteuse et compacteur **sans mode optique** et ce de manière à optimiser le rendement et la vitesse de réalisation mais également de permettre un plan de circulation sur chantier avec le moins de contrainte possible pour l'exploitant.

L'entreprise doit fournir un dossier du topographe agréé pour approbation du maître d'œuvre. Les livrables des brigades internes de l'entreprise ne sont pas prises en compte notamment pour l'élaboration des attachements, les plans d'attachements et les calculs de cubature doivent d'être signés par un topographe agréé et approuvés par le l'ONDA.

Dossier technique

**Le dossier technique comprenant les notes de dimensionnement des chaussées, les plans de détail et d'exécution (profils en long et profils en travers) et plans d'exécution des ouvrages en béton armé établi par un BET et validé par un BCT**

Plan de drainage et note de calcul hydraulique

L'entreprise aura à sa charge tous les essais nécessaires à réaliser par un laboratoire agréé.

### **Contrôle interne et externe :**

Ce prix comprend également les frais relatifs au contrôle interne exécuté par l'entreprise conformément aux prescriptions du CPS et au Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ) proposé par l'Entrepreneur à l'agrément du Maître d'œuvre, notamment :

- L'installation et le repliement ainsi que les frais de fonctionnement du (ou des) laboratoire chargé de réaliser les essais de contrôle, avec les locaux, équipements, matériels et personnel correspondant ;
- L'installation et le repliement ainsi que les frais de fonctionnement du (ou des) cabinet topographique avec les locaux, équipements, matériels et personnel correspondant ;
- Les frais des formulations, essais et mesures confiés à des organismes extérieurs ;
- Les frais d'expertise des ouvrages non conformes ;
- La fourniture et la mise en œuvre du matériel nécessaire à la réalisation des essais et mesures ;
- La production des documents et rapports à la charge du contrôle interne y compris leur fourniture sur support informatique ;
- L'enlèvement des installations, la remise en état des lieux et l'évacuation des matériaux excédentaires ;
- Les frais d'évaluation de la mise en œuvre et de l'efficacité du PAQ.

### **Préparation et nettoyage de la plateforme**

- Tous les travaux préparatoires aux opérations de terrassements pour les installations ;
- Toutes les études d'exécution, ainsi que leur mise à jour, tirage de plans, plans de recollement,
- Toutes les opérations nécessaires à la construction des dépôts ;
- La construction et l'entretien des pistes de chantier (si nécessaires) pour la circulation des engins de même que tous les frais d'aménagement des liaisons jusqu'au dépôt ;
- La protection du chantier contre les eaux de toute origine et de toute nature et notamment la conduite des travaux de manière à éviter toutes flaches et à assurer

l'écoulement permanent des eaux de surface tant dans l'emprise des déblais qu'à la surface du dépôt ;

- Toutes les dépenses éventuelles d'épuisement.

### **Locaux et équipements du chantier**

- Divers locaux, ateliers et magasins pour la gestion du chantier et bloc sanitaire,
- Panneau de chantier de dimensions de dimensions 4 m x 3 m.
- L'alimentation en eau et en électricité
- Signalisation et protection de chantier

Les clôtures provisoires de sûreté portée le logo d ONDA pour délimiter le chantier quel que soit le linéaire.

Le repliement des installations de chantier, la démobilisation du matériel et la remise des lieux à leur état initial.

Ouvrage payé au forfait y comprises toutes sujétions. **60%** de ce prix sera réglée lorsque l'installation de chantier est achevée. Le solde sera réglé après achèvement des travaux, remise en état des lieux et repliement du chantier.

### **PRIX N°2 : ABATTAGE DES ARBRES TOUT TYPE ET DESHERBAGE DANS LES ZONES**

Ce prix rémunère au forfait, les travaux d'abattage des arbres de tous types situant à l'emprise des travaux notamment aux élargissements des parking (soit **40 unités approximativement**) y compris désherbage.

Tout dommage ou anomalies provenant d'éventuelles opération d'abattage, la remise en état sera à la charge de l'entrepreneur.

Ouvrage payé au forfait y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

### **PRIX N°3 : DEMOLITION DES OUVRAGES EXISTANTS**

Ce prix rémunère au forfait, les travaux de démolition des locaux et construction éventuellement indésirables situant à l'emprise des travaux.

Ce prix comprend également la démolition du mur de clôture en pierres et en agglos ainsi que les regards existants sur la partie de chaussée à raboter.

Ouvrage payé au forfait, y compris toutes sujétions d'exécution et d'évacuation.

### **PRIX N°4 : DECAPAGE DU TERRAIN NATUREL**

Ce prix rémunère au mètre carré réellement exécuté le décapage du terrain naturel à une profondeur de 30 cm au minimum.

Ce prix comprend notamment :

- Les opérations de repérage et délimitation des zones à décaper,
- Décapage du terrain naturel à une épaisseur minimale de 30 cm
- Le chargement, le transport, l'évacuation des matériaux décapés ;

Ouvrage payé au mètre carré comprises toutes sujétions d'exécution et d'évacuation.

### **PRIX N°5 : BRANCHEMENTS DES RESEAUX (USEES ET PLUVIALES, EAU POTABLE ET BASSE TENSION) AUX RESEAUX EXISTANTS**

Ce prix rémunère au forfait, toutes les opérations nécessaires pour le raccordement des réseaux éventuellement réalisés aux réseaux existants

Ce prix comprend notamment :

- Le branchement du réseau des eaux pluviales au réseau existant ;
- Le branchement du réseau des eaux usées au réseau existant ;
- Le raccordement en basse tension des locaux réalisés et d'éclairage.
- Le raccordement au réseau d'eau potable.

Ce prix comprend également l'étude complémentaire justifiant le raccordement dans les règles de l'art, toutes les peines et soins du raccordement y compris tout équipement et moyen entrant dans la réalisation du raccordement (Fourreaux, Boîtes de jonctions, raccords, etc....).

Opération payée au forfait comprise toutes sujétions d'exécution.

### **PRIX N°6 : TERRASSEMENT EN DÉBLAI EN TERRAIN DE TOUTES NATURES Y/C ROCHER**

Ce prix rémunère au mètre cube profil, les déblais pour forme en terrain de toute nature y/c le rocher, y compris mise en dépôt pour mise en remblais et évacuation de l'excédent à la décharge publique.

Il comprend notamment :

- Tous les travaux préparatoires aux opérations de terrassements
- L'extraction des déblais, leur chargement, leur déchargement et leur réglage sur le dépôt fixé par le maître d'œuvre ainsi que leur mise éventuelle en dépôt provisoire ;
- Toutes les sujétions relatives à la pente du terrain ;
- Le transport jusqu'au dépôt provisoire ;
- Le transport jusqu'au lieu de réutilisation ;
- Toutes les opérations nécessaires pour l'exploitation et l'aménagement du dépôt, notamment accès intérieur, réglage et nivellement aux côtes prescrites ;
- Le réglage des talus de déblai aux pentes et côtes prescrites ;
- Toutes les sujétions relatives à la présence de rognons et de bancs durs ;
- La protection du chantier contre les eaux de toute origine et de toute nature et notamment la conduite des travaux de manière à éviter toutes flaches et à assurer l'écoulement permanent des eaux de surface tant sur les zones en déblais que dans l'emprise du dépôt et des remblais ;

Un levé topographique sera effectué par le géomètre de l'entreprise et validé par le Géomètre du Maître d'œuvre avant le démarrage des travaux et à la fin des travaux. Ce levé sera la base calcul de tous les travaux de déblais

Le volume à prendre en considération sera le volume généré par différence entre deux MNT (MNT avant et MNT après travaux de déblais) dans la limite des volumes théoriques.

Ouvrage payé au mètre cube compris toutes sujétions d'exécution et d'évacuation.

### **PRIX N°7 : TERRASSEMENTS EN REMBLAIS**

Ce prix rémunère au mètre cube profil, la fourniture, le transport, la mise en place, le réglage et le compactage des remblais en matériaux d'apport ou terre provenant des déblais réutilisables.



Il comprend notamment :

La mise en remblais suivant les prescriptions du présent cahier et aux côtes prescrites sur les dessins d'exécution ;

- Le décapage de la terre sur une épaisseur qui sera fixé par le laboratoire ;
- Le compactage par couches de 20 à 30cm par voie humide ;
- Le réglage des talus de remblai aux pentes et côtes prescrites ;
- Toutes les sujétions relatives à la pente du terrain ;
- La protection du chantier contre les eaux de toute origine et de toute nature et notamment la conduite des travaux de manière à éviter toutes flaches et à assurer l'écoulement permanent des eaux de surface tant sur les zones en remblais que dans l'emprise de la zone d'emprunt.

Un levé topographique sera effectué par le géomètre de l'entreprise et validé par le Géomètre du Maître d'œuvre avant le démarrage des travaux et à la fin des travaux. Ce levé sera la base calcul de tous les travaux de remblais

Le volume à prendre en considération sera le volume généré par différence entre deux MNT (MNT avant et MNT après travaux de remblais) dans la limite des volumes théoriques.

Ouvrage payé au mètre cube profil y compris toutes sujétions d'exécution.

#### **PRIX N°8 : RABOTAGE DE LA CHAUSSEE EXISTANTE**

Ce prix rémunère, au mètre carré réellement exécuté, le rabotage de la chaussée existante à renforcer quelle que soit l'épaisseur avec les moyennes matérielles adéquates, ce prix comprend évacuation des matériaux en une ou plusieurs passes conformément aux spécifications du CCTP.

Ce prix comprend notamment :

- Les opérations de repérage et délimitation des zones à fraiser, le fraisage, le nettoyage du support avec air comprimé, le démontage des obstacles (potelets en acier séparant les deux sens de circulation, signalisation ...) ;
- Le balayage et dépoussiérage rigoureux à l'air comprimé du support raboté,
- La réalisation du rabotage par action d'un tambour rotatif équipé de dents, de pics ou de couteaux ;
- Le chargement, le transport et la mise en dépôt définitif des produits de rabotage sur un lieu de dépôt de l'Entreprise agréé par le Maître d'Ouvrage quelle que soit la distance ;
- Le nettoyage après rabotage ;
- Les sujétions de phasage, d'interruption et de reprise du fraisage liées à la circulation ;
- Le balayage de la chaussée lors de l'opération de fraisage ;
- Toutes les sujétions de reprise pour obtention du profil final.

La surface prise en compte résulte de constats contradictoires signés sans réserve.

Prix payé au mètre carré de surface réellement rabotée de la chaussée selon les plans d'exécution BPE et le rapport du laboratoire. Prise en attachements contradictoires sur la base de plans topographiques établis par le topographe de l'entreprise et approuvés par le topographe Maître d'œuvre.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions de fourniture.

#### **PRIX N°9 : FOURNITURE, TRANSPORT ET MISE EN ŒUVRE DE LA GNF1 0/40**

Ce prix rémunère, au mètre cube, la fourniture, le transport, essais et la mise en œuvre (y compris le compactage) de grave non traitée type GNF1 0/40 épaisseur requise. Ce matériau sera utilisé dans les endroit défini sur les plans d'exécution validé par le MOE.



Ce prix comprend notamment :

- L'extraction des matériaux, leur préparation y compris le concassage et le criblage, leur stockage ou reprise sur stocks éventuels pour permettre notamment les opérations de contrôle de la qualité ;
- Le chargement, le transport, quels que soient la distance et le déchargement ;
- Le répandage des matériaux par couches compatibles avec les moyens de compactage et la nature des matériaux ;
- L'arrosage ou l'aération nécessaire pour obtenir la teneur en eau requise ;
- Le compactage à la compacité requise conformément au CCTP ;
- Le réglage en pleine largeur et la finition de la couche à la côte définitive et au dévers requis ;
- Toutes sujétions de mise en œuvre de faibles quantités ou en faible largeur ;
- Toutes opérations nécessaires pour obtenir les profils visés bon pour exécution ;
- Toutes sujétions d'interruption et de reprise de mise en œuvre, notamment au niveau des ouvrages d'art, ainsi que de raccordement aux chaussées existantes ;
- Toute reprise éventuelle du réglage et du compactage du fond de forme dans le cas où les travaux n'auraient pas démarré juste après les terrassements et cela quelque soient les raisons ;
- Tous les frais de planches d'essai, de référence éventuelles et d'agréments ;
- Et toutes sujétions quels que soient l'emplacement (hors déviations provisoires), l'épaisseur et la largeur de la couche.

Les volumes pris en compte seront rémunérés sur la base des levées topographiques contradictoires sur la base de plans topographiques établis par l'IGT agréé à la charge de l'entreprise et approuvés par le Maître d'œuvre.

Cette quantité est plafonnée à la quantité théorique calculée à partir des plans d'exécution.

Ouvrage payé au mètre cube, compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

#### **PRIX N°10 : FOURNITURE, TRANSPORT ET MISE EN ŒUVRE DE LA GNA 0/31,5**

Ce prix rémunère, au mètre cube, la fourniture, le transport, essais et la mise en œuvre (y compris le compactage) de grave non traitée type GNA pour assise de chaussée au niveau des zones définies sur les plans d'exécution selon les prescriptions du CCTP et les plans d'exécution visés Bon Pour Exécution.

Ce prix comprend les opérations suivantes :

- L'extraction des matériaux, leur préparation y compris le concassage et le criblage, leur stockage ou reprise sur stocks éventuels pour permettre notamment les opérations de contrôle de la qualité ;
- Le chargement, le transport, quels que soient la distance et le déchargement ;
- Le répandage des matériaux par couches compatibles avec les moyens de compactage et la nature des matériaux ;
- L'arrosage ou l'aération nécessaire pour obtenir la teneur en eau requise ;
- Le compactage à la compacité requise conformément au CCTP ;
- Le réglage en pleine largeur et la finition de la couche à la côte définitive et au dévers requis ;
- Toutes sujétions de mise en œuvre de faibles quantités ou en faible largeur ;
- Toutes opérations nécessaires pour obtenir les profils visés bon pour exécution ;
- Reprise éventuelle du réglage et du compactage du fond de forme dans le cas où les travaux n'auraient pas démarré juste après les terrassements et cela quelque soient les raisons ;
- Tous les frais de planches d'essai et de référence éventuelles définies au CCTP ;

- Toutes sujétions d'exécution et de contrôle ;
- Et toutes sujétions.

Ce prix s'applique quels que soient l'emplacement, l'épaisseur et la largeur de la couche, au mètre cube réellement mis en œuvre après compactage.

Les volumes pris en compte seront rémunérés sur la base de plans topographiques établis par l'IGT agréé à la charge de l'entreprise et approuvés par le Maître d'œuvre.

Ouvrage payé au mètre cube, compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

**PRIX N°11 : FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE LA GRAVE BITUMINEUSE CLASSE 3 0/14 Y COMPRIS LIANT**

Ce prix rémunère au mètre cube mis en place, les travaux de la couche de base en GB3 0/14 coulée à chaud, épaisseurs conformes aux profils en travers types.

Les caractéristiques géotechniques ainsi que le mode de confection de ce matériau, de sa mise en œuvre et de son compactage conformément aux spécifications du CPS et aux normes en vigueur avec liant à la charge de l'entreprise et les directives pour les matériaux enrobés à chaud, édités par le Ministère de l'Equipement.

Ce prix comprend notamment toutes les dépenses relatives, à la fourniture et au transport des matériaux nécessaires à la fabrication des graves bitume, à son transport à pied d'œuvre, à sa mise en place et son compactage et cylindrage conformément aux prescriptions du présent CPS.

Ce prix comprend également :

La fourniture du bitume et des granulats y compris le filler

La fabrication en centrale

La mise en œuvre au préalable d'une couche d'imprégnation du support y compris gravillonnage

Le transport à pied d'œuvre

La mise en œuvre

Le cylindrage, le compactage ainsi que toutes les sujétions de réglage des surfaces.

**Un levé topographique avant et après la mise en œuvre de la GB3 au niveau des zones réalisées sera établi par un topographe agréé (IGT) à la charge de l'entreprise afin d'évaluer la cubature de GB3.**

Cette quantité est plafonnée à la quantité théorique calculée à partir des plans d'exécution.

Ouvrage payé au mètre cube, y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

**PRIX N°12 : FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DU BETON BITUMINEUX SEMI GRENU BBSG CLASSE1 0/10 Y COMPRIS LIANT POUR REPROFILAGE**

Ce prix rémunère au mètre cube mis en place, les travaux de reprofilage en BBSG 0/10 coulée à chaud, épaisseurs conformes aux profils en travers types.

Les caractéristiques géotechniques ainsi que le mode de confection de ce matériau, de sa mise en œuvre et de son compactage conformément aux spécifications du CPS et aux normes en vigueur avec liant à la charge de l'entreprise et les directives pour les matériaux enrobés à chaud, édités par le Ministère de l'Equipement.

Ce prix comprend notamment toutes les dépenses relatives, à la fourniture et au transport des matériaux nécessaires à la fabrication du béton bitumineux, à son transport à pied d'œuvre, à sa mise en place et son compactage et cylindrage conformément aux prescriptions du présent CPS.

Ce prix comprend également :

La fourniture du bitume et des granulats y compris le filler

La fabrication en centrale

La mise en œuvre au préalable d'une couche d'accrochage

Le transport à pied d'œuvre

La mise en œuvre

Le cylindrage, le compactage ainsi que toutes les sujétions de réglage des surfaces.

**Un levé topographique avant et après la mise en œuvre du BBSG au niveau des zones réalisées sera établi par un topographe agréé (IGT) à la charge de l'entreprise afin d'évaluer la cubature du BBSG.**

Ouvrage payé au mètre cube, y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

**PRIX N°13 : FOURNITURE ET MISE EN ŒUVRE DE L'ENROBE BITUMINEUX 0/10 Y COMPRIS LIANT**

Ce prix rémunère au mètre cube, la fourniture et la mise en œuvre la fourniture et la mise en œuvre de couche de roulement en enrobés bitumineux 0/10 conformément aux spécifications du CPS.

Ce prix comprend notamment :

- La fourniture du bitume et des granulats y compris le filler
- La fabrication des enrobés
- La mise en œuvre au préalable d'une couche d'accrochage
- Le transport à pied d'œuvre
- La mise en œuvre
- Le cylindrage, le compactage ainsi que toutes les sujétions
- Sifflage pour exploitation provisoire au moment des travaux
- Tous les essais de mise en œuvre notamment les essais d'orniérage, flash, règle de 3m, compacité, module de richesse, y compris les essais préconisés par les études de formulations et les normes en vigueur,

Ce prix comprend également La peinture de signalisation provisoire au sol de la zone objet des travaux.

Ouvrage payé au mètre cube, y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

**PRIX N°14 : LIT DE POSE EN SABLE OU EN GRAVETTE**

Ce prix rémunère au mètre cube, la fourniture, le stockage et la mise en œuvre du lit de pose au niveau des tranchées d'assainissement, eau potable et tranchées dédiées au réseau basse tension en sable ou en gravette pour les milieux rocheux conformément au CCTP.

- La largeur théorique de la tranchée définie par les plans BPE ;
- La longueur théorique de la tranchée mesurée sur plan, le long de l'axe de la canalisation, entre axe des regards, sans déduction de l'emprise des regards ;

- Le lit de pose est réalisé soigneusement avec une épaisseur minimale de 15 cm.
- La gravette 5/15 sera utilisée comme lit de pose pour la conduite PEHD en terrain rocheux ;
- La gravette 15/25 sera utilisée comme lit de pose pour la conduite CAO en terrain rocheux.

Ouvrage payé au mètre cube y compris toutes sujétions et d'exécution et de fourniture.

#### **PRIX N°15 : CONDUITE PEHD DN 315**

Ce prix rémunère au mètre linéaire, la fourniture, le transport à pied d'œuvre et la pose de canalisations PEHD classe CR8 DN 315, conformément aux prescriptions du CCTP, y compris les joints en élastomère, la pâte spéciale pour la mise en place du joint, et toutes sujétions pour emboîtement des tuyaux.

Ces prix comprennent notamment :

La fourniture des canalisations et des coudes de tout angle de même diamètre que la canalisation ;

La fourniture, transport, pose patte d'emboîtement, joint et toutes sujétions de mise en œuvre ;

Les coûts de contrôle de résistance, de pression et de conformité dans l'usine de fabrication, y compris tous les essais des canalisations ainsi que les canalisations servant aux essais destructifs ;

Le chargement, transport, aux risques de l'Entrepreneur, des canalisations et des coudes, y compris, le stockage et le gardiennage et toutes sujétions ;

Toutes les sujétions de transport, même dans les voies de faible largeur qui ne peuvent être empruntées par des engins et véhicules motorisés et qui nécessitent de ce fait des sujétions spéciales ;

Le stockage y compris gardiennage et abri éventuel et toutes sujétions ;

La fourniture des matériaux nécessaires à la pose ;

La manutention, la mise en place des joints et l'emboîtement des canalisations ;

La découpe des tuyaux et le façonnage des bouts et l'emboîtement des canalisations ;

Le branchement des canalisations ;

La mise en place des tuyaux et leur assemblage y compris le façonnage des joints ;

L'alignement, le calage et le nivellement des canalisations ;

Toutes sujétions de fourniture et de mise en œuvre de massifs de butées et de massifs d'ancrage éventuels ;

Toutes les prestations et sujétions de raccordement et de branchement de canalisations, regards, ouvrages ou autres existants ;

Les coûts de contrôle, les essais d'étanchéité en tranchée ;

Toutes sujétions relatives à la pose ;

Ces prix seront payés au mètre linéaire de canalisation fournie, installée et essayée à la satisfaction du Maître d'œuvre, sur la base des longueurs théoriques conformément aux plans visés bon pour exécution suivant l'axe de la canalisation, déduction faite des longueurs d'emboîtement.

#### **PRIX N°16 : CONDUITE PEHD DN 400**

Ce prix rémunère au mètre linéaire, la fourniture, le transport à pied d'œuvre et la pose de canalisations PEHD classe CR8 DN 400, conformément aux prescriptions du CCTP, y compris les joints en élastomère, la pâte spéciale pour la mise en place du joint, et toutes sujétions pour emboîtement des tuyaux.

Ces prix comprennent notamment :

La fourniture des canalisations et des coudes de tout angle de même diamètre que la canalisation ;  
 La fourniture, transport, pose patte d'emboîtement, joint et toutes sujétions de mise en œuvre ;  
 Les coûts de contrôle de résistance, de pression et de conformité dans l'usine de fabrication, y compris tous les essais des canalisations ainsi que les canalisations servant aux essais destructifs ;  
 Le chargement, transport, aux risques de l'Entrepreneur, des canalisations et des coudes, y compris, le stockage et le gardiennage et toutes sujétions ;  
 Toutes les sujétions de transport, même dans les voies de faible largeur qui ne peuvent être empruntées par des engins et véhicules motorisés et qui nécessitent de ce fait des sujétions spéciales ;  
 Le stockage y compris gardiennage et abri éventuel et toutes sujétions ;  
 La fourniture des matériaux nécessaires à la pose ;  
 La manutention, la mise en place des joints et l'emboîtement des canalisations ;  
 La découpe des tuyaux et le façonnage des bouts et l'emboîtement des canalisations ;  
 Le branchement des canalisations ;  
 La mise en place des tuyaux et leur assemblage y compris le façonnage des joints ;  
 L'alignement, le calage et le nivellement des canalisations ;  
 Toutes sujétions de fourniture et de mise en œuvre de massifs de butées et de massifs d'ancrage éventuels ;  
 Toutes les prestations et sujétions de raccordement et de branchement de canalisations, regards, ouvrages ou autres existants ;  
 Les coûts de contrôle, les essais d'étanchéité en tranchée ;  
 Toutes sujétions relatives à la pose ;

Ces prix seront payés au mètre linéaire de canalisation fournie, installée et essayée à la satisfaction du Maître d'œuvre, sur la base des longueurs théoriques conformément aux plans visés bon pour exécution suivant l'axe de la canalisation, déduction faite des longueurs d'emboîtement.

#### **PRIX N°17 : REGARD D'ASSAINISSEMENT EN BETON DE HAUTEUR <= 2M**

Ce prix rémunère, à l'unité, la réalisation des regards à grilles sous chaussée de dimensions 1000 mm x 1000 mm, des regards avaloirs sous trottoirs et des regards de visite sous chaussée et sous trottoirs, dont les hauteurs sont inférieures ou égales à 2m (épaisseur du radier non comprise), en béton classe C25/30 dosé à 350 kg/m<sup>3</sup> et coulé en place.

Il comprend la fourniture, le transport et la mise en œuvre des matériaux (bétons, coffrages, armatures), ainsi que :

Les sujétions de raccordement des buses (comme, par exemple, le cas des regards désaxés à la conduite principale) ;

La fourniture, le transport et la mise en œuvre des enduits intérieurs sur mortier dosé à 400 kg/m<sup>3</sup> ;

Les terrassements nécessaires ;

Le remblaiement et compactage des vides après décoffrage ;

La fourniture, le transport et la mise en œuvre du béton de propreté ;

Les cunettes et couronnement en B.A supportant le cadre et tampon ;

Les tampons doivent résister aux différentes contraintes de trafic (sécurité, stabilité, absence de bruit) et faciliter l'accès et l'exploitation des réseaux d'assainissement ;

La fourniture et la mise en place des échelons pour les regards de visite ;

Toutes les sujétions.

Les regards d'assainissement peuvent être préfabriqués dans des usines agréées, les frais de transport, de la manutention, de la pose y compris toutes sujétions sont incluses dans les prix unitaires.

**PRIX N°18 : REGARDS D'ASSAINISSEMENT EN BETON DE HAUTEUR > 2M**

Ce prix rémunère, à l'unité, la réalisation des regards à grilles sous chaussée de dimensions 1000 mm x 1000 mm, des regards avaloirs sous trottoirs et des regards de visite sous chaussée et sous trottoirs, dont les hauteurs sont inférieures ou égales à 2m (épaisseur du radier non comprise), en béton classe C25/30 dosé à 350 kg/m<sup>3</sup> et coulé en place.

Il comprend la fourniture, le transport et la mise en œuvre des matériaux (bétons, coffrages, armatures), ainsi que :

Les sujétions de raccordement des buses (comme, par exemple, le cas des regards désaxés à la conduite principale) ;

La fourniture, le transport et la mise en œuvre des enduits intérieurs sur mortier dosé à 400 kg/m<sup>3</sup> ;

Les terrassements nécessaires ;

Le remblaiement et compactage des vides après décoffrage ;

La fourniture, le transport et la mise en œuvre du béton de propreté ;

Les cunettes et couronnement en B.A supportant le cadre et tampon ;

Les tampons doivent résister aux différentes contraintes de trafic (sécurité, stabilité, absence de bruit) et faciliter l'accès et l'exploitation des réseaux d'assainissement ;

La fourniture et la mise en place des échelons pour les regards de visite ;

Toutes les sujétions.

Les regards d'assainissement peuvent être préfabriqués dans des usines agréées, les frais de transport, de la manutention, de la pose y compris toutes sujétions sont incluses dans les prix unitaires.

**PRIX N°19 : REMBLAI DES TRANCHEES**

Les prix de cette série s'appliquent au mètre cube à des matériaux de natures diverses en provenance soit des déblais de chantier, soit de carrières ou de zones d'emprunt et mise en place pour remblaiement primaire et secondaire des tranchées.

Ils concernent les remblais en matériau sélectionné mis en place autour et au-dessus des canalisations et des ouvrages annexes.

Ils comprennent :

- Toutes les sujétions de recherche, d'essais, de travaux de découverte, de mise à la décharge de stériles et matériaux impropres, soit la reprise des déblais de chantier.
- La préparation des matériaux conformément aux spécifications du CPS
- Le stockage, le déchargement et le transport de ces matériaux.
- Le déchargement, la reprise éventuelle sur les zones de stockage et les chantiers d'utilisation, la mise en place conformément aux spécifications du C.P.S. avec toutes les sujétions de réglage.

Ces prix comprennent donc, pour chaque matériau particulier, précisé ci-après, toutes les opérations nécessaires depuis la recherche jusqu'à la mise en œuvre finale des matériaux et toutes les sujétions d'exécution. Ils sont payés au volume mis en place suivant les spécifications du C.P.S. et plans.

Le remblaiement des tranchées comprendra :

Remblais primaires : Ces remblais seront en terre tamisée de 0,30m de hauteur au-dessus de la génératrice pour le remblaiement des tranchées, ouvrages annexes et qui sont constitués de matériaux en provenance de zones d'emprunt ou des déblais laissés en dépôt sur le



chantier. Il s'applique au de volume de remblai mesuré après compactage réalisé aux dimensions du projet, pris en attachements. Le compactage à 90% de l'O.P.M. suivant les règles inclus dans ce prix.

Remblais secondaires : Ces remblais seront en terre criblée réalisés par engins mécaniques pour le remblaiement des tranchées et ouvrages annexes, et qui sont constitués de matériaux en provenance de zone d'emprunt ou des déblais laissés en dépôt sur le chantier. Il s'applique a de volume de remblai mesuré après compactage à 90% de l'O.P.M. réalisé aux dimensions du projet, pris en attachement. Il comprend la mise en œuvre, l'arrosage et le compactage par couches de 30 cm d'épaisseur et toutes sujétions.

Ouvrage payé au mètre cube, y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

**PRIX N°20 : GRILLES EN FONTE DUCTILE D400**

Ce prix rémunère à l'unité, la fourniture et la mise en place d'une grille de classe D400, plate, en fonte ductile, y compris cadre, scellement et essais (pour les regards à grilles)  
La fourniture et la mise en place des tampons pour les regards sous chaussée de classe D400. Les tampons doivent résister aux différentes contraintes de trafic (sécurité, stabilité, absence de bruit) et faciliter l'accès et l'exploitation des réseaux d'assainissement ;

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions et d'exécution et de fourniture.

**PRIX N°21 : AVALOIRS EN FONTE DUCTILE D400**

Ce prix rémunère à l'unité, la fourniture et la mise en place des avaloirs de classe D400, en fonte ductile, y compris cadre, scellement et essais (pour les regards-avaloirs)  
La fourniture et la mise en place des tampons pour les avaloirs de classe D400. Les tampons doivent résister aux différentes contraintes de trafic (sécurité, stabilité, absence de bruit) et faciliter l'accès et l'exploitation des réseaux d'assainissement ;

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions et d'exécution et de fourniture.

**PRIX N°22 : APPAREIL SIPHOÏDE**

Ce prix rémunère, en unité, la fourniture et la mise en place de l'appareil siphonide au niveau des regards à grilles et regards avaloirs, selon la description du CCTP et les recommandations du concessionnaire.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

**PRIX N°23 : MISE A LA COTE DES REGARDS ET CHAMBRES EXISTANTS Y COMPRIS CADRES ET TAMPONS**

Ce prix rémunère à l'unité la dépose éventuelle et la mise à la côte de tout type de regards existant avec conservation du cadre et tampon.

La mise à la côte avec un différentiel de moins d'un centimètre, se fera par des dalles préfabriquées ou en utilisant le micro béton à prise rapide.

Ce prix comprend notamment :

- Le rehaussement ou le rabaissement pour mise à la côte de tout type de regards ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre du béton conformément au CCTP ;
- La fourniture, le transport et la mise en œuvre des armatures ;

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre des coffrages de toutes formes et toutes natures y compris leur dépose et toutes sujétions de raidissement et d'étalement ;
- Toutes sujétions.

Ouvrage payé l'unité de regard remis à la côte y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

#### **PRIX N°24 : CONSTRUCTION DES MURS DE CLÔTURE EN AGGLOS**

Ce prix rémunère au mètre linéaire, la construction d'un nouveau mur en agglomérés creux, de ciment vibré de première qualité, de 15 cm et 20 cm d'épaisseur y compris longrine, raidisseur et chainage. Ils seront hourdés au mortier dosé à 350kg de ciment. Les joints horizontaux et verticaux seront parfaitement remplis.

Ce prix comprend également les fondations du mur quand cela est nécessaire, l'enduit et peinture sur les deux faces

Ouvrage payé au mètre linéaire y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

#### **PRIX N°25 : DALLE DE TRANSITION ENTRE CHAUSSEE SOUPLE ET CHAUSSEE RIGIDE Y/C ARMATURES**

Ce prix rémunère, au mètre carré, la réalisation de dalles de transition entre chaussée souple et rigide selon les prescriptions des CCTP et les plans visés bon pour exécution.

Ce prix comprend notamment :

- Le terrassement aux abords de la plateforme ;
- Le réglage du fond de forme et le compactage (portance minimale  $EV2=50\text{Mpa}$ ) ;
- Le béton de propreté ;
- La réalisation d'une dalle de transition d'une largeur de 1m et d'une épaisseur nominale de 20 cm en béton armé (C25/30, ferrailé à 80kg/m<sup>3</sup>) ;
- La fourniture et la pose des coffrages ;
- Les adjuvants accélérateurs de prise pour les dalles de transition des stations ;
- Ainsi que toutes autres sujétions.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

#### **PRIX N°26 : FOURNITURE ET POSE D'UNE CLÔTURE GRILLAGEE (H = 2M)**

Ce prix rémunère au mètre linéaire, la fourniture et mise en place d'une clôture grillagée.

Ce prix comprend :

- La réalisation d'une longrine ou massif de support y compris béton de propreté
- Poteau intermédiaire et extrémité de tube en acier galvanisé et plastifié, de 48 mm de diamètre et 1,5 mm d'épaisseur, hauteur 2 m.
- Poteau intérieur de renfort de tube en acier galvanisé, de 48 mm de diamètre et 1,5 mm d'épaisseur, hauteur 2 m.
- Poteau en équerre de tube en acier galvanisé, de 48 mm de diamètre et 1,5 mm d'épaisseur, hauteur 2 m.
- Toile métallique de fil de fer ondulé diagonal, de 10 mm de vide de maille et 1,3 mm de diamètre, finition galvanisée de couleur verte.
- Fixation et angles de raccordement galvanisés



Ouvrage payé au mètre linéaire y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

**PRIX N°27 : PORTE GRILLAGEE**

Ce prix rémunère en unité, la fourniture et mise en place des portails grillagées en acier galvanisé plastifié d'une unité de passage.

Ce prix comprend :

- La fourniture et mise en place de Poteau intérieur de renfort de tube en acier galvanisé, de 48 mm de diamètre et 1,5 mm d'épaisseur, hauteur 2 m
- La mise en place des Portail constitué de cadres de tube en acier galvanisé de 40x20x1,5 mm et 30x15x1,5 mm, châssis de tube en acier galvanisé de 40x40x1,5 mm avec platine de 40x4 mm et de maille à simple torsion, de 40 mm de vide de maille et 1,8 mm de diamètre, finition galvanisé et plastifié, fixée aux cadres et tendue, pour l'accès des piétons ;
- Fixation et angles de raccordement galvanisés

Ouvrage payé au l'unité y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

**PRIX N°28 : FOURNITURE ET POSE D'ABRIS DE LAVAGE ET ENTRETIEN**

Ce prix rémunère, à l'unité la fourniture, assemblage et montage des abris de dimensions 4x6m en profilés métallique galvanisé à chaud. Ce prix comprend également la réalisation des massif d'ancrage et toiture ondulé en polyester teinté vert en pente uniforme.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution, de fourniture et de contrôle.

**PRIX N°29 : MARQUAGE DE LA CHAUSSEE**

Ce prix rémunère au mètre carré peint les opérations de marquage d'une bande de 15 cm de large. Il comprend le nettoyage préalable de la chaussée, la fourniture et l'application de peinture et de microbilles, les frais de main d'œuvre et toutes autres sujétions.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

**PRIX N°30 : PANNEAU DE POLICE**

Ce prix rémunère à l'unité mise en œuvre, la fourniture, la pose, la mise en œuvre et l'exécution complète de panneaux standards de signalisation routière en acier galvanisé (type circulaire 700 mm de diamètre, triangulaire 1000 mm pour chaque côté, carré 700 mm de côté ....etc.) équipés de supports en profilé UPN80 de 3,00 ml de hauteur, les accessoires de fixation et le socle de support en béton conformément aux normes en vigueur, y compris toutes sujétions d'exécution et de contrôle.

Ouvrage payé à l'unité y compris toutes sujétions d'exécution, de fourniture et de contrôle.

**PRIX N°31 : FOURNITURE ET POSE DE BORDURES DROITES TYPES T4**

Ce prix rémunère, au mètre linéaire posé, la fourniture et la pose de bordures en béton préfabriquées en béton de ciment vibré.

Elles seront du type T4 en classe B2 conforme à la NM 10-01-014.

Leurs sections et dimensions seront définies sur les plans de détail, selon leurs types.

Ce type de bordures fera l'objet d'une fourniture d'échantillons en vue de son agrément par le Maître d'Ouvrage.

La pose sera réalisée de la façon suivante :

- Forme en béton maigre dosé à 250 Kg/m<sup>3</sup>, de 0,10m d'épaisseur et de 0,27m de largeur.
- Réglage sur lit de mortier de ciment.
- Epaulement en béton sur la face arrière de 0,10m d'épaisseur sur 0,20m de hauteur.
- Les joints entre éléments de bordures auront 0,01 m de largeur et seront garnis au mortier de ciment.
- La plate-forme de trottoir sera soigneusement réglée après la pose des bordures.
- Le Maître de l'œuvre sera seul juge des dispositions à prendre tant en profil qu'en tracé de lignes droites ou courbes.
- Un levé topographique qui relève la bordure posée sera établi par un topographe agréé (IGT) à la charge de l'entreprise validé par le maître d'œuvre.

Les prix comprendront la fouille préalable dans le tout-venant au droit des bordures.

Ouvrage payé au mètre linéaire y compris toutes sujétions d'exécution, de fourniture et de contrôle.

### **PRIX N°32 : FOURNITURE ET POSE DE BORDURES CANIVEAU CS1 ASPECT PIERRE**

Ce prix rémunère au mètre linéaire posé, la fourniture, le transport et l'exécution complète de la pose de bordure caniveau type CS1 en béton imitation pierre granit ou similaire au choix du MO, couleurs et nuances des couleurs sont au choix du maître d'ouvrage.

Ce prix comprend notamment :

- Les sujétions d'étude de calepinage ;
- La fourniture et le transport à pied d'œuvre ;
- Les terrassements, y compris l'évacuation en décharge publique ;
- La découpe soignée par sciage du revêtement existant à proximité lorsqu'il est conservé ;
- Le compactage du fond de fouille ;
- Les bétons de propreté, de pose et d'épaulement, y compris le rabotage de l'assise si nécessaire pour obtention d'une épaisseur de pose adéquate ;
- Le béton de pose et de calage sur l'ensemble de leur linéaire ;
- Le traitement des surfaces conformément au choix défini au CCTP ;
- La pose selon les règles fixées au CCTP, y compris toute découpe ou adaptation sur le site ;
- La fourniture de la bordure caniveau en béton imitation pierre, y compris les pièces spéciales en bordures courbes et raccords ;
- Le remblaiement avec compactage et l'évacuation des matériaux jugés non réutilisables ou excédentaires ;
- La confection des joints de 1 cm au mortier de ciment ;
- toutes sujétions liées à la pose des bordures de tous types ;
- toutes sujétions de suppression des arêtes vives et de raccordement des bordures entre elles le
- Bouchardage éventuel des parties sciées ;
- Les sujétions de raccordement aux revêtements existants et aux ouvrages ;
- Les sujétions de raccordement ou d'adaptation aux bordures existantes ou projetées ;

- L'évacuation des gravats à la décharge publique, y compris le chargement, le transport, le déchargement et le paiement de la décharge.
- Un levé topographique qui relève la bordure posée sera établi par un topographe agréé (IGT) à la charge de l'entreprise validé par le maître d'œuvre.

Ouvrage payé au mètre linéaire y compris toutes sujétions d'exécution, de fourniture et de contrôle.

### **PRIX N°33 : FOURNITURE ET POSE DE BORDURES JARDINIERES EN BETON**

Ce prix rémunère, au mètre linéaire, la fourniture, le transport, la mise en œuvre et l'exécution complète de la pose des bordures préfabriquées, à poser derrière les trottoirs (limite entre trottoirs et terrain naturel).

Ce prix comprend notamment :

- La fourniture et le transport à pied d'œuvre ;
- Les terrassements, y compris l'évacuation en décharge publique ;
- La découpe soignée par sciage du revêtement existant à proximité lorsqu'il est conservé ;
- Le compactage du fond de fouille ;
- Les bétons de propreté, de pose et d'épaulement, y compris le rabotage de l'assise si nécessaire pour obtention d'une épaisseur de pose de 10 cm minimum ;
- La réalisation d'une longrine de fondation de 10cm d'épaisseur et dépassant la largeur du bloc de 5cm par côté avec une tolérance d'exécution de +/-1cm.
- Le calage en béton des bordures sur l'ensemble de leur linéaire et sur 60% de la hauteur du bloc en hauteur ;
- Le traitement des surfaces conformément au choix défini au CCTP ;
- La pose selon les règles fixées au CCTP, y compris toute découpe ou adaptation sur le site ;
- La fourniture et la pose de la bordure en béton ;
- Le remblaiement avec compactage et l'évacuation des matériaux jugés non réutilisables ou excédentaires ;
- La confection des joints de 1 cm au mortier de ciment ;
- Toutes sujétions de suppression des arêtes vives ;
- Le bouchardage éventuel des parties sciées ;
- Les sujétions de raccordement aux revêtements existants et aux ouvrages ;
- Le nettoyage des bordures.
- Ce type de bordures fera l'objet d'une fourniture d'échantillons en vue de son agrément par le Maître d'Ouvrage.
- Un levé topographique qui relève la bordure posée sera établi par un topographe agréé (IGT) à la charge de l'entreprise validé par le maître d'œuvre.

Les quantités sont établies sur la base des linéaires théoriques calculés d'après les plans visés Bon Pour Exécution.

Ouvrage payé au mètre linéaire y compris toutes sujétions d'exécution, de fourniture et de contrôle.

### **PRIX N°34 : FOURNITURE ET POSE DU REVÊTEMENT EXTERIEURE EN PAVE 6CM**

Ce prix comprend la fourniture et la mise en œuvre, y compris toutes sujétions de mise en place d'un revêtement extérieur en pavé en 7cm d'épaisseur.

La fourniture et présentation des Échantillons, fiches techniques, est obligatoires avant toute mise en œuvre.

L'entrepreneur doit présenter un échantillon de chaque type de pavé pour approbation du maître d'ouvrage ainsi que le calepinage pour approbation par la commission de validation.

Ce prix comprend :

Toutes sujétions de transport,

Un levé topographique qui relève la bordure posée sera établi par un topographe agréé (IGT) à la charge de l'entreprise validé par le maître d'œuvre.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution, de fourniture et de contrôle.

### **PRIX N°35 : REALISATION DES KIOSQUES ET ESPACE REPOS**

Ce prix rémunère au mètre carré la construction des kiosques, espace repos et sanitaires d'une surface couverte de 125 m<sup>2</sup> y compris les aménagements extérieurs selon le plan guide de l'O.N.D.A., ils seront construits en structure de béton armé conformément au plan guide et conformément aux plans d'exécution à la charge de l'entreprise, établis par un bureau d'études technique et validé par un bureau de contrôle agréés par le maître d'ouvrage, ce prix comprend les prestations suivantes :

#### **NETTOYAGE, DECAPAGE DE TERRAINS :**

Ce prix concerne les travaux d'abattage des arbres et arbustes, le débroussaillage et nettoyage du terrain et le décapage de la terre végétale de 20 à 30 cm d'épaisseur, sur l'emprise au sol du bâtiment à construire augmentés de deux mètres de part et d'autre de chaque côté, la hauteur de la terre végétale à décaper doit être fixée par le laboratoire et approuvée par le l'O.N.D.A.

Les terres végétales seront évacuées à la décharge publique suivant instructions du maître de l'ouvrage.

#### **FOUILLE EN MASSE**

Fouilles dans tout terrain et à toutes profondeurs, exécutées suivant prescriptions ci-dessus, y compris les travaux d'abattage des arbres et arbustes, le débroussaillage et nettoyage du terrain et le décapage de la terre végétale sur l'emprise au sol de la fosse à construire augmentés de deux mètres de part et d'autre de chaque côté.

#### **FOUILLES EN PUITS ET EN RIGOLES :**

Fouilles dans tout terrain, et à toutes profondeurs, exécutées suivant les prescriptions ci-avant. Fouilles en puits pour semelles et en rigoles pour maçonnerie, et longrines, et pour tout autre ouvrage en béton ou maçonnerie.

#### **EVACUATION DES DEBLAIS OU MISE EN REMBLAIS :**

L'excédent des déblais non valable pour une réutilisation sera évacué à la décharge publique. Les déblais aptes à être réutilisés (jugés conformes par un laboratoire agréé par l'O.N.D.A.) en remblais seront compactés par couches successives de 0,20 m, arrosées et damées afin d'obtenir la compacité nécessaire après compactage égale à 95 % de la densité "optimum

Proctor Modifié (OPM). Les profils devront permettre un écoulement aisé des plates-formes

de niveaux différents.

### **APPORT DE TERRE A USAGE DE REMBLAIS :**

Comprenant l'apport et la mise en place de tout-venant d'oued ou de carrière type Stérile. Le tout-venant proposé par l'entreprise doit faire l'objet d'analyses et d'essais de conformité par un laboratoire agréé, à la charge de l'entreprise, avant son utilisation comme remblais. Le tout-venant sera mis en place par couches successives de 0,20 m pilonnées, compactées et arrosées. Les matériaux non conformes ou excédents seront évacués aux décharges publiques, compris chargement, transport et déchargement. L'indice de compactage doit être au moins de 95 % de l'OPM.

### **BETON DE PROPRETE, BETON BANCHE ET GROS BETON POUR MASSIFS :**

Le béton banché ou gros béton sera exécuté en béton B20 moulé y compris coffrages, décoffrages, et toutes sujétions de mise en œuvre à toute profondeur et à toute hauteur.

### **RESEAU SOUS DALLAGE D'ASSAINISSEMENTS**

#### **Regard d'évacuation**

Exécuté en béton b20, parois d'épaisseur 0,15 m sur un radier de 0,15 m d'épaisseur y compris béton de propreté suivant plans de détail, de profondeur variable suivant le terrain naturel et la pente à respecter

Y compris les terrassements, béton de propreté, raccordement aux canalisations, façon de cuvette, enduits de paroi de 0,10 et 0,15; Tampon au choix du maître d'ouvrage,

Le cadre extérieur comportera des pattes de scellement pour fixation.

Y compris toutes sujétions suivant les normes de l'art

#### **Raccordement et conduites**

- Fouilles dans terrain de toute nature y compris rocher, percement des regards, raccordement des buses, le remblaiement et reprise de la chaussée conforme aux exigences et réglementation des travaux de routes compris évacuation à la décharge publique.
- L'ouverture et de fermeture des tranchés avec une profondeur de 80 cm minimum
- Lit de sable de 10 cm ;
- 40 cm de terre végétale.
- Canalisation en PVC de différents diamètres ;
- 20 cm de terre bien tamisée dépourvue de pierre (matériaux sélectionnés).
- Pose d'un avertisseur vert
- Accessoires de branchement et de raccordement (té, réduction, coude, fin de ligne, vanne, vanne à papillon, purge d'air, manchons réduit, bouchon, clapet,...) ;

### **BETON ARME EN FONDATION ET EN ELEVATION :**

Les ouvrages de béton armé en élévation et en fondation seront réalisés en béton classe B25 dosé à 350kg/m<sup>3</sup>.

Ils comprennent toutes les sujétions prévues pour le béton armé en élévation, ainsi que le levage, la mise en œuvre à toutes hauteurs.

Les cales cubiques 2 x 2 x 2 seront utilisées pour les autres armatures.

Les essais d'identification seront établis pour chaque lot d'arrivage par un laboratoire agréé par le maître d'ouvrage aux frais de l'entreprise.

Les prix comprendront également les sujétions de coffrage (Les fonds de coffrage seront nettoyés au jet d'eau avant le coulage des bétons), décoffrage, de recouplement des balèbres, les réserves de larmiers, les engravures, les trémies réservées, les passages pour fourreaux, polystyrène pour joint de dilatation, l'humidification, les protections dues à la climatologie, etc.

### **Acier HA pour béton en élévation**

Les aciers TOR ou CARON, entre autres, répondent aux conditions exigées.

Le ferrailage sera exécuté conformément aux plans d'exécution établi par un BET et validé par un BCT, l'entrepreneur devra la fourniture, la façon et la pose des aciers, le fil de ligature, les aciers de montage, les cales annulaires ou mortier de ciment pour les chainages, raidisseurs et poteaux (à enfiler sur les cadres, prévoir une cale par kilogramme d'acier en moyenne).

### **DALLAGE EN BETON D'ÉPAISSEUR 13 CM Y/C FERRAILLAGE :**

Pour le dallage en béton B25 de 13 cm d'épaisseur, soigneusement réglé, y compris pilonnage, vibration, reflux et lissage. Quadrillage en acier Tor suivant les indications des détails des plans d'exécution.

Le fond de forme doit être parfaitement dressé, nettoyé et fortement compacté avant tous travaux.

Comprend également le décaissement, les fosses et les joints secs sciés suivant les instructions du maître d'ouvrage.

Transport du tout-venant, des zones d'emprunt agréées par la maîtrise d'œuvre ; la mise en œuvre sera réalisée par couche par couches de 0.20. Soigneusement arrosées et compactées La compacité obtenue ne doit pas être inférieure à 95% de la densité Optimum Proctor Modifié (OPM).

Elle sera constituée par une feuille de polyane de 250 microns minimum, posée sur la forme en tout venant. Le recouvrement entre bandes sera de 15cm. Ouvrage payé au mètre carré réellement exécuté. Les bandes de recouvrement seront incluses dans le prix au mètre carré mesuré sur site, fourni et posé

Le dallage doit suivre toutes les exigences du DTU 13.3.

### **PLANCHER DE 12+4 OU 14+4, EN HOURDIS CREUX Y/C POUTRELLES PREFABRIQUEES ET DALLES DE COMPRESSION ET ACIERS.**

Hourdis en béton de ciment vibré ayant au moins 90 jours de fabrication et conformément aux normes marocaines ou à défaut françaises, seront soumis avant leur emploi à l'approbation du BET.

Comprenant la fourniture des hourdis en béton, la pose, l'étalement, le coffrage, le décoffrage, la fermeture des extrémités des hourdis en béton, le béton B25 pour les nervures

et dalles de compression et les aciers ou treillis soudés, poutrelles en béton armé ou précontraintes simples ou jumelés types préfabriqués tous exécutés conformément aux plans de B.A.

**MURS EN AGGLOS CREUX DE CIMENT 15 CM ET 20 CM D'ÉPAISSEUR Y COMPRIS RAIDISSEUR, LINTEAUX ET APPUIS DE FENÊTRE :**

Murs en agglomérés creux de ciment vibré de première qualité et de 15 cm et ou 20 cm d'épaisseur. Ils seront hourdés au mortier dosé à 350kg de ciment. Les joints horizontaux et verticaux seront parfaitement remplis.

**CLOISONS EN BRIQUE CREUSE 6T Y COMPRIS RAIDISSEUR, LINTEAUX ET APPUIS DE FENÊTRE :**

Maçonnerie de briques creuses 6T courantes pour murs, cloisons, Hourdées au mortier dosé à 350kg de ciment. Joints horizontaux de 1cm et joints verticaux par remplissage, y compris coupes, harpages et chutes exécutées comme suit.

- Montage d'une première paroi et dressage de joints du côté intérieur.
- Nettoyage de tout mal propreté dans le vide entre les 2 parois.
- Montage de la deuxième paroi en évitant de laisser tomber le mortier dans le vide entre les deux parois,

**ENDUITS EXTERIEURS ET INTERIEURES AU MORTIER TALOCHE :**

Ce prix rémunère les enduits extérieurs et intérieurs sur murs et plafonds

Il sera exécuté au mortier de ciment en 3 couches suivant les opérations :

- Brossage puis inhibition correcte du support.
- Passage d'une barbotine liquide afin d'améliorer l'accrochage.
- Dégrossissage d'enduit au mortier dosé à 400kg de ciment, d'épaisseur 1cm environ.
- Couche de finition d'épaisseur 0,5cm environ passée au bouclier.

Le tout sera parfaitement dressé, compris arêtes, embrasures, façon de larmiers, engravures et autres sujétions de mise en œuvre.

Par temps sec, les enduits seront arrosés durant le séchage.

Aux raccordements entre la maçonnerie enduite et le béton armé, sera placé sous l'enduit d'une bande de grillage galvanisé à mailles fines (20mm) de 0,50m tenue par des cavaliers et des pointes galvanisées

**REVETEMENTS SOL ET MUR :**

**Revêtement de mur en carrelage grés cérame**

Revêtement de mur en carreaux de grés cérame teinté dans la masse de Marque Vitra série MERIDIEN ou équivalent en toutes caractéristiques techniques, de 30 x 30 cm ou 20x20 cm de premier choix, épaisseur 9 mm, finition mate, rectifié, comprenant : forme de béton, mortier de pose, coupes, découpes.



Échantillon à faire approuver par le maître d'ouvrage. Y compris fourniture, pose, coupes (droites ou biaisées), chutes, et toutes sujétions,

### **Revêtement sol en carrelage grés cérame**

Revêtement de sol en carreaux de grés cérame teinté dans la masse de Marque Vitra série MERIDIEN ou équivalent en toutes caractéristiques techniques de 30 x 30 cm ou 20x20 cm de premier choix, épaisseur 9 mm, finition mate, rectifié, comprenant, mortier de pose, coupes, découpes.

Échantillon à faire approuver par le maître d'ouvrage. Y compris fourniture, pose, coupes (droites ou biaisées), chutes, et toutes sujétions,

### **Plinthe de 7 cm en carreau grés cérame**

Plinthe en carreaux de grés cérame teinté dans la masse de Marque Vitra série MERIDIEN ou équivalent en toutes caractéristiques techniques, de 7 cm de premier choix, épaisseur 9 mm, finition mate, rectifié, comprenant, mortier de pose, coupes, découpes.

Échantillon à faire approuver par le maître d'ouvrage. Y compris fourniture, pose, coupes (droites ou biaisées), chutes, et toutes sujétions,

## **MENUISERIE ALUMINIUM :**

### **Châssis et fenêtres en aluminium**

Fourniture et pose des châssis vitrés en aluminium selon le plan guide et aux plans d'exécution, composé d'un ou plusieurs ouvrant à soufflet de la série 213 profil Masai Pureline de la gamme Profils Systèmes de chez Aluminium Maroc ou équivalent

Remplissage : vitrage 8 mm minimum de la marque Saint Gobain ou Induver ou équivalent. Les quincailleries et les accessoires seront de 1ère qualité et conforme aux normes d'essais et à la norme de protection contre la corrosion, et suivant les prescriptions des documents technique de mis en œuvre du fabricant, les quincailleries seront de même finition que les profilés d'aluminium et seront spécifiques à la gamme utilisée.

Finition anodisé ou thermolaqué au choix du maître d'ouvrage

Échantillons à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage.

Fourni et posé y compris ajustage, fixations, calage de mise à niveau, étanchéité, quincaillerie et accessoires spécifiques à la gamme, vitrage, essais, finitions et toutes sujétions d'exécution et de mise en œuvre

### **Portes en aluminium pour bloc sanitaire**

Fourniture et pose de porte en aluminium selon le plan guide et aux plans d'exécution, composée d'un ou deux vantaux de la série 012 profil Furio Pureline de la gamme Profils Systèmes de chez Aluminium Maroc ou équivalent.

Les quincailleries et les accessoires seront de 1ère qualité et conforme aux normes d'essais et à la norme de protection contre la corrosion, et suivant les prescriptions des documents technique de mis en œuvre du fabricant, les quincailleries seront de même finition que les profilés d'aluminium et seront spécifiques à la gamme utilisée.

Finition anodisé ou thermolaqué au choix du maître d'ouvrage

Échantillons à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage.

Fourni et posé y compris ajustage, fixations, calage de mise à niveau, étanchéité, quincaillerie et accessoires spécifiques à la gamme, poignée antipanique dans le cas des portes de secours, vitrage, essais, finitions et toutes sujétions d'exécution et de mise en œuvre

### **FAUX PLAFOND EN STAFF LISSE Y COMPRIS JOINT CREUX DE 5X5 CM :**

Faux plafond hydrofuge pour parties horizontales et verticales, réalisé en plaques de staff lisse de 20mm d'épaisseur suspendues avec suspentes galvanisées et enrobées de plâtre et filasse selon le plan guide et aux plans d'exécution. Les joints des plaques seront repris au plâtre blanc fin. Les arêtes devront être parfaitement rectilignes.

Le prix remis par l'entrepreneur devra comprendre toutes les sujétions d'exécution nécessaires telles que coupes, angles façon d'arêtes petites surfaces, fixations, façon de raccordement des parties horizontales et verticales, raccordements aux maçonneries adjacentes, retombées, retours, gorges arrondies ou retraits éventuels.

Comprend également la réalisation des réservations pour appareils d'éclairage, un échantillon de chaque type de faux-plafond sera réalisé sur place et soumis à l'approbation du maître d'ouvrage.

Fourni et posé y compris toutes fournitures nécessaires et toutes sujétions d'exécution.

Feuillures en staff lisse pour faux plafond, réalisées suivant les mêmes spécifications que le descriptif du faux plafond en staff lisse ci-dessus, de section en L dimensions 5 x 5 cm fini et posées pour certaines pièces qui seront définies par le maître d'ouvrage, de façon à créer un joint creux périphérique entre le faux plafond et le mur.

### **MENUISERIE METALLIQUES : PORTES ET RIDEAUX METALLIQUES :**

Ce prix concerne la fourniture et pose des portes et rideaux métalliques coupe-feu avec structure métallique selon le plan guide et aux plans d'exécution

#### **LES VANTAUX :**

- Tôles en acier galvanisé de 0,7 mm d'épaisseur assemblées sans soudure par double pliage et couture de l'ensemble.
- Raidisseurs en acier galvanisés.
- Bloc porte double face.
- Isolation en polystyrène expansé 20 Kg / m3.
- Galvanisation au SkinPass et pré-peint RAL 7035.
- Résistent aux intempéries et à la corrosion.
- Epaisseur du vantail 53mm.
- Portes acoustiques conformes aux normes DIN EN ISO 140/3, ISO 717/1 et ISO 717/2
- (Isolement aux bruits aériens).

- Performance acoustique du vantail de 29 à 47 dB " kit acoustique ".

**LE DORMANT :**

- Acier avec conductivité thermique réduite, 1,5 mm d'épaisseur.
- Jambages et linteaux en prolé spécial.
- Pré peint RAL 7035 sur 3 faces.

**LES CARACTÉRISTIQUES :**

- 2 Charnières DIN en acier galvanisé.
- Kit d'entretoise évitant l'écrasement de la serrure.
- Traverse basse démontable.
- Serrure de sécurité 1 point, mortaisée dans le panneau, protégée par deux plaques et homologuée CE.
- Double béquilles, caches métalliques enrobées de nylon et visserie.

**FOURNITURE ET INSTALLATION DE LA TUYAUTERIE EN PPR Y COMPRIS APPAREILS ET ACCESSOIRES SANITAIRES :**

Fourniture, pose et mise en œuvre de tuyauterie en tube polypropylène PN20 de marque NIRON ou équivalent avec électro-soudure pour alimentation eau froide et eau chaude y compris appareils et accessoires sanitaires de la marque JACOB DELAFON ou équivalent selon le plan guide de l'ONDA.

Les parties encastrées ou en tranchées seront d'un seul tenant avec protection.

Les essais seront effectués à 15 bars avant remblaiement en présence de la maîtrise d'œuvre et feront l'objet d'un procès-verbal.

Nota : Les tuyauteries d'eau chaude seront posées calorifugées et les tuyauteries en terrasse seront posées calorifugées par ARMAFLEX (13mm minimum) + film en aluminium anti UV, en chemins et contre chemins de câble, le prix du chemin et contre chemin de câble est compris dans le mètre linéaire du tube.

Ouvrage y compris découpe, chutes, dispositif de dilatation, pièces de raccordement et supports avec colliers de marque WALRAVEN ou chemins de câbles ou équivalents, avec joints souples résistant au vieillissement de même marque, joints antivibratoires de même marque, percement, rebouchage, support, étiquetage et repérage, essais et toutes sujétions de fourniture et de pose

**INSTALLATION ELECTRIQUE Y COMPRIS TUBAGE, CABLAGE, ECLAIRAGE APPAREILLAGE ET MISE A LA TERRE EN CUIVRE :**

la réalisation de l'ensemble des prestations suivantes afin de permettre l'achèvement de l'installation électrique et éclairage clé en main :

**Panel carré à LED 600x600mm**

Encastré de de marque PHILIPS CORELINE ou équivalent encastrable ou apparent, ayant les caractéristiques suivantes :

- Tension d'entrée : 220 à 240 V ;
- Fréquence d'entrée : 50 à 60 Hz ;
- Facteur de puissance : 0.8 au minimum
- Efficacité lumineuse : 80 lm/w au minimum ;
- Flux lumineux : 3800 lm au minimum ;
- Distribution photométrique : symétrique ;
- Classe d'isolement : Classe 2 ;
- Température de couleur : Blanc neutre

- **Spot encastré**

Fourniture, pose et raccordement, mise en service de spots à Led encastrable au plafond, température d'éclairage Blanc chaud (4200°k), puissance 18w, 220v à 240v, de marque PHILIPS CORELINE ou équivalent, y compris raccordement, pose, réservation au faux plafond, fixation, socles, scellements, toutes fournitures et toutes sujétions.

- **Fourniture et pose de câble en cuivre RO2V de 3x1,5 mm<sup>2</sup>**

Fourniture, pose et raccordement de câble en cuivre RO2V de 3x1,5 mm<sup>2</sup> y compris toutes sujétions.

- **Fourniture et pose de câble en cuivre RO2V de 3x2,5 mm<sup>2</sup>**

Fourniture, pose et raccordement de câble en cuivre RO2V de 3x2,5 mm<sup>2</sup> y compris toutes sujétions.

- **Fourniture et pose de câble en cuivre RO2V de 3x4 mm<sup>2</sup>**

Fourniture, pose et raccordement de câble en cuivre RO2V de 3x4 mm<sup>2</sup> y compris toutes sujétions.

- **Fourniture et pose de câble en cuivre RO2V de 3x6 mm<sup>2</sup>**

Fourniture, pose et raccordement de câble en cuivre RO2V de 3x6 mm<sup>2</sup> y compris toutes sujétions.

- **Circuit Prise de courant 2x16A +T**

le circuit prise de courant 2x16 A + T principal qui doit contenir :

- La ligne depuis le tableau de distribution en fourreau ICD ou ICO posés sur chemin de câbles ou dans les vides de construction jusqu'au socle de la prise de courant, arrêté sur un pot de réservation encastré.
- Un pot de réservation de la prise dans la maçonnerie.
- Le fil de fer galvanisé dans les fourreaux pour le tirage des conducteurs.
- Prise de courant 2x16A+T de la série Niloé de LEGRAND encastré.

- La mise en place, le raccordement et la fixation de l'ensemble des équipements y compris accessoires, les manchons des entrées de tubes, la filerie, les saignées, conduits, câblages, rebouchage, bornes, connexions, fixations, essais et toutes sujétions.

- **Foyer lumineux sur SA**

Ce prix comprend la ligne d'éclairage pour Foyer lumineux simple allumage qui doit contenir :

- La ligne depuis le tableau de distribution en fourreau ICD ou ICO posés dans les vides de construction jusqu'au foyer lumineux, arrêté sur un pot de réservation encastré.
- La ligne depuis le foyer jusqu'à l'interrupteur en fourreau ICD ou ICO.
- Un pot de réservation de l'interrupteur dans la maçonnerie.
- Le fil de fer galvanisé dans les fourreaux pour le tirage des conducteurs.
- L'interrupteur simple allumage de marque LEGRAND (Niloé).
- Le point lumineux avec douille et sortie de fil
- La mise en place, le raccordement et la fixation de l'ensemble des équipements y compris accessoires, les manchons des entrées de tubes, la filerie, les saignées, conduits, câblages, rebouchage, bornes, connexions, fixations, essais et toutes sujétions.

- **Foyer lumineux sur DA**

Ce prix comprend la ligne d'éclairage pour Foyer lumineux double allumage qui doit contenir :

- La ligne depuis le tableau de distribution en fourreau ICD ou ICO posés dans les vides de construction jusqu'au foyer lumineux, arrêté sur un pot de réservation encastré.
- La ligne depuis le foyer jusqu'à l'interrupteur en fourreau ICD ou ICO.
- Un pot de réservation de l'interrupteur dans la maçonnerie.
- Le fil de fer galvanisé dans les fourreaux pour le tirage des conducteurs.
- L'interrupteur double allumage de marque LEGRAND (Niloé).
- Le point lumineux avec douille et sortie de fil
- La mise en place, le raccordement et la fixation de l'ensemble des équipements y compris accessoires, les manchons des entrées de tubes, la filerie, les saignées, conduits, câblages, rebouchage, bornes, connexions, fixations, essais et toutes sujétions.

- **Foyer lumineux sur DVV**

Ce prix comprend la ligne d'éclairage pour Foyer lumineux double Va et Vient qui doit contenir :

- La ligne depuis le tableau de distribution en fourreau ICD ou ICO posés dans les vides de construction jusqu'au foyer lumineux, arrêté sur un pot de réservation encastré.
- La ligne depuis le foyer jusqu'à l'interrupteur en fourreau ICD ou ICO.
- La ligne entre les deux interrupteurs.
- Un pot de réservation de l'interrupteur dans la maçonnerie.

- Le fil de fer galvanisé dans les fourreaux pour le tirage des conducteurs.
- L'interrupteur Va et Vient de marque LEGRAND (Niloé) ou équivalente
- Le point lumineux avec douille et sortie de fil
- La mise en place, le raccordement et la fixation de l'ensemble des équipements y compris accessoires, les manchons des entrées de tubes, la filerie, les saignées, conduits, câblages, rebouchage, bornes, connexions, fixations, essais et toutes sujétions.

Prise de terre sera réalisée par boucle en fond de fouille, en câble cuivre nu 28mm<sup>2</sup> ceinturant l'ensemble du bâtiment, enfouie dans le sol sous le radier.

Cette boucle possède des remontées aboutissant chacune à une barrette de sectionnement. Les barrettes sont visitables au niveau du tableau électrique ou répartiteur général du bâtiment.

La prise de terre de référence est constituée d'électrodes enfoncées verticalement dans le sol dont la remontée aboutit sur une barrette de sectionnement.

L'entreprise débute par la fourniture, la pose et le raccordement :

Toutes les précautions seront prises pour assurer une continuité permanente des prises de terre et du réseau de protection et éviter les corrosions lors des raccordements éventuels de pièces en métaux différents.

- Des piquages par câbles en cuivre nu de 28 mm<sup>2</sup>, l'ensemble raccordé entre eux et à la boucle en fond de fouille par des cosses à griffes.
- De boucle en conducteur de cuivre nu de section appropriée posé en fond de fouilles pendant la construction du bâtiment et ramenée par câble 28 mm<sup>2</sup> au tableau général basse tension à travers une barrette de mesure et de sectionnement type Errico installée dans un regard de visite avec tampon en fonte.

La prise aura une valeur inférieure à 5  $\Omega$  (Ohms), le cas contraire, l'entrepreneur doit son amélioration jusqu'à l'obtention des résultats demandés.

## **ETANCHEITE DES TERRASSES :**

### **Étanchéité bicouche des terrasses**

La fourniture et la pose d'un complexe d'étanchéité bicouche type « Roofseal P4 » - 8mm ou équivalent selon spécification DTU 43.

Avant d'entamer les travaux les surfaces à traiter seront sèches et balayées et l'étanchéité bicouche est soudé au chalumeau sur les surfaces de béton offertes et sera posée en adhérence totale avec le support des bétons des poutres.

Les recouvrements seront au minimum de 4cm entre panneaux.

La mise en Œuvre selon les prescriptions du DTU 43.3 et approuvé par le bureau de contrôle agréé par le maître d'ouvrage

## **Étanchéité des relevés**

Les relevés d'étanchéité sont composés du complexe d'étanchéité multicouche suivants :

- 1 d'EIF
- 1 EAC
- 1 x 50 TV VV HR sur toute la hauteur, avec talon de 0,15m minimum en partie horizontale.

## **Protection mécanique d'étanchéité en dalot de ciment**

La protection est constituée successivement du complexe suivant composé :

- D'une couche de désolidarisation réalisée à l'aide d'une couche de sable de 2cm d'épaisseur minimale séparée de la protection dure par du papier Kraft ou équivalent.
- D'une Chape en Béton Type 4 fractionnée par des joints de 10 à 20mm espacés de 4m au plus et donnant jamais une surface comptée entre joints de 10M<sup>2</sup>.

NB: Les joints seront traités par un produit imputrescible constituant ainsi un Garnissage apte aux déformations alternées

## **Fourniture et pose de gargouille**

En terrasse, au bout des chutes d'eau pluviales, il sera posé des gargouilles en plomb laminé de 3mm d'épaisseur à moignon conique, d'une platine de 0,60x0,60m, dépassent le dessous de la dalle et s'emboîtant dans la chute. Les gargouilles seront coiffées de crapaudines en fil de fer galvanisé.

## **Protection mécanique des relevés**

La protection est réalisée en mortier de ciment Type M2 d'épaisseur comprise entre 3 et 4cm, armé d'un grillage type « cage à poules » fixé en tête du relevé dans le support au-dessus du relevé d'étanchéité par au moins 3 fixations par mètre linéaire.

Cette protection est séparée de la protection des parties courantes par un joint franc de 2cm au minimum, et garni par un produit plastique, est fractionnée verticalement tous les 2m environ par un joint sans épaisseur.

## **PEINTURE VINYLIQUE INTERIEURE SUR MUR ET PLAFONDS ET PEINTURE EXTERIEURE :**

### **Peinture Vinylique d'intérieur sur murs et plafonds**

Sur enduit de ciment au mortier lisse, taloché ou enduit de plâtre.

Teinte à soumettre pour approbation de maître d'ouvrage.

Les travaux de peinture seront exécutés comme suit :

1/ Préparation des fonds :

En enduit de ciment :

Poncer au papier abrasif n° 40 ou 60 pour supprimer les souillures et la poussière ;

Imprégner d'une couche d'imperméabilisant COLOPRIM ou équivalent ;



Procéder à l'enduisage et ratissage avec 2 couches croisées de COLENDUIT Extra B505 ou équivalent ;

Pour parfaire la préparation du support, appliquer une couche d'enduit COLOSTOP ou équivalent ;

Égrenage de l'enduit au papier de verre fin et époussetage soigné.  
En plâtre :

Poncer au papier abrasif n° 40 ou 60 pour supprimer les souillures et la poussière ;  
Imprégner d'une couche d'imperméabilisant FORMORAL ou équivalent ;  
Pour parfaire la préparation du support, appliquer deux couches d'enduit COLOSTOP ou équivalent ;

Égrenage de l'enduit au papier de verre fin et époussetage soigné.

2/ Finition :

Appliquer deux couches de peinture vinylique type COLOVINYL 600 ou équivalent dilué à 5% d'eau  
Prévoir un délai de séchage de 12 heures entre les couches.

### **Peinture Vinylique d'extérieur**

Les travaux de peinture seront exécutés comme suit :

1/ Préparation des fonds :

- Poncer vigoureusement à la brosse chiendent afin d'enlever toutes les parties non adhérentes, sablonneuse ou pulvérulentes ;
- Poncer au papier abrasif fin ;
- Dépoussiérer ;
- Laver au jet si nécessaire.

Une fois le support sain, sec et dépoussiéré :

- Reboucher les fissures et aspérités de surface avec l'ENDUIT FACADE P20 ou équivalent ;
- Imprégner le support d'une couche d'imperméabilisant COLOPRIM ou équivalent ;
- Appliquer une impression vinylique COLOVINYL 600 ou équivalent dilué à 10%.

2/ Finition :

- Appliquer deux couches de peinture vinylique COLOTITANE ou équivalent dilué à 5% d'eau.
- Prévoir un délai de séchage de 12 heures entre les couches.
  - Une ou plusieurs couches supplémentaires pourront être exigées si la couverture n'est pas satisfaisante.

Teinte à soumettre pour approbation du maître d'ouvrage.

Ouvrage payé au mètre carré couvert y compris toutes sujétions d'exécution et de contrôle.

### **PRIX N°36 : RACCORDEMENT ELECTRIQUE DES KIOSQUES ET ESPACE DE REPOS**

Ce prix rémunère au forfait la fourniture, pose et raccordement d'une armoire électrique pour une distribution électrique, constitué d'une armoire fermant à clef en tôle d'acier 20/10° galvanisé, peinture époxy (couleur au choix du maître d'ouvrage), porte réversible, ouverture à 180°, dimensionnée pour recevoir tous les appareils nécessaires de protection des départs d'alimentation augmenté de 30 % de réserve, et tous les accessoires de raccordement de câblage et de fixation d'appareillage :

- Les jeux de barres pour le raccordement des différents départs protégés.
- Les plaques de fermeture.
- Les équerres de blocage.
- Les étiquettes de repérage.
- Tous les départs des conducteurs seront repérés.
- Les différentes barrettes nécessaires aux raccordements.
- Les blocs de répartition.
- Les bornes de jonction.
- Les barres de pontage (Unipolaires, bipolaires et tétra-polaires suivant les cas.
- Les profils de protection.
- Les goulottes de câblage horizontales et verticales.
- Les supports de fixation.
- Les goulottes de jonction.
- Les plastrons.
- Les rails DIN.
- Les platines perforées.
- La visserie nécessaire à la fixation et au raccordement des circuits.
- Les connecteurs de liaison pour les blocs de répartition et jeux de barres.
- Les jeux de barres calibrés et équipés des écrans de protection.
- Les portes schémas souples pour documents de format A6.
- Les plaques de fond et entrée de câbles.
- Les joints d'étanchéité
- Les plaques isolantes en plexiglas placées devant les jeux de barres et les contacts des interrupteurs et disjoncteurs non protégés contre les contacts directs.

Tous les disjoncteurs seront repérés par étiquettes gravées.

Toute la filerie de câblage doit être numérotée.

Le tableau doit être réalisé suivant une note de calcul, étude et schémas.

Ce tableau comprendra au minimum:

- Un disjoncteur compact de tête de 4x160A réglable de marque Schneider ou équivalent
- Répartiteurs (L1 - L2 - L3 - N - PE).
- 2 x disjoncteurs tétra-polaires 4 x 32A
- 2 x disjoncteurs tétra-polaires 4 x 16A
- 2 x disjoncteurs tétra-polaires 4 x 25A

- 20 x disjoncteurs bipolaires 2 x 32A
- 3 x disjoncteurs bipolaires 2 X 20A
- 3 x disjoncteurs bipolaires 2 x 16A
- 3 x disjoncteurs bipolaires 2 x 10A
- Contacteurs
- Sectionneurs portes fusibles
- Horloge astronomique.
- Boutons pour commande manuelle
- Commutateur manuel-automatique.
- L'armoire sera équipée de 15 compteurs d'énergie monophasée (deux fils) sur rail DIN de calibre adéquat de marque Schneider ou équivalent y compris TC le cas échéant, câblage, raccordement et toutes sujétions  
NB : les compteurs d'énergie doivent être agréés par L'ONEE
- Une borne générale de terre et un collecteur de terre pour les départs.
- Une tresse de terre pour relier les tableaux aux parties mobiles.
- Barrette de neutre.
- Un bornier de raccordement pour les câbles des circuits de départ, des commandes  
Le maître d'ouvrage n'acceptera en aucun cas des tableaux dont l'aspect esthétique aura été négligé (peinture mal exécutée, corrosion, câblage non satisfaisant...).
- Une signalisation lumineuse (3 lampes) de présence tension

L'armoire sera de dimension de (au minimum 200cm x 80cm x 80cm) qui peut être augmentée en fonction de l'appareil de tête et du nombre de modules utilisés avec une réserve de 30% pour une éventuelle extension de l'installation. Ce tableau sera catégoriquement refusé si la dimension est trop juste.

L'entreprise doit fournir et installer tout appareillage de protection ou de commande (disjoncteurs, contacteur etc.) s'avérer nécessaire pour compléter la constitution des tableaux.

La répartition des appareillages sera suivant les règles de distributions d'installation basse tension définies à la norme NFC 15100.

Le tableau doit contenir également les répartiteurs secondaires de courants assignés adéquats et tout autre équipement et accessoires nécessaires pour le bon fonctionnement électrique de l'installation.

La répartition entre les disjoncteurs bipolaire doit être effectué par des peignes

Tous les départs câbles seront sur borniers non déformables de sections adéquates.

## Armoire général basse tension (AGBT)

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture, pose et raccordement d'une armoire électrique pour une distribution électrique, constitué d'une armoire fermant à clef en tôle d'acier 20/10° galvanisé, peinture époxy (couleur au choix du maître d'ouvrage), porte réversible, ouverture à 180°, dimensionnée pour recevoir tous les appareils nécessaires de protection des départs d'alimentation augmenté de 30 % de réserve (au minimum 200cm x 80cm x 80cm), et tous les accessoires de raccordement de câblage et de fixation d'appareillage :

- Les jeux de barres pour le raccordement des différents départs protégés.
- Les plaques de fermeture.
- Les équerres de blocage.
- Les étiquettes de repérage.
- Tous les départs des conducteurs seront repérés.
- Les différentes barrettes nécessaires aux raccordements.
- Les blocs de répartition.
- Les bornes de jonction.
- Les barres de pontage (Unipolaires, bipolaires et tétrapolaires suivant les cas).
- Les profils de protection.
- Les goulottes de câblage horizontales et verticales.
- Les supports de fixation.
- Les goulottes de jonction.
- Les plastrons.
- Les rails DIN.
- Les platines perforées.
- La visserie nécessaire à la fixation et au raccordement des circuits.
- Les connecteurs de liaison pour les blocs de répartition et jeux de barres.
- Les jeux de barres calibrés et équipés des écrans de protection.
- Les portes schémas souples pour documents de format A6.
- Les plaques de fond et entrée de câbles.
- Les joints d'étanchéité
- Les plaques isolantes en plexiglas placées devant les jeux de barres et les contacts des interrupteurs et disjoncteurs non protégés contre les contacts directs.

Tous les disjoncteurs seront repérés par étiquettes gravées.

Toute la filerie de câblage doit être numérotée.

Le tableau doit être réalisé suivant une note de calcul, étude et schémas.

La récupération et installation dans la nouvelle armoire des disjoncteurs suivants :

- 1 x disjoncteur débrochable de 630A

Ce tableau comprendra au minimum:

- Un disjoncteur compact de 4x400A réglable de marque Schneider ou Équivalent
- Un disjoncteur compact de 4x160A réglable de marque Schneider ou équivalent
- 1 x disjoncteurs compact de 4x125A réglable de marque Schneider ou équivalent
- 2 x disjoncteur compact 4x100A réglable de marque Schneider ou

équivalent

- Répartiteurs (L1 - L2 - L3 - N - PE).
- 2 x disjoncteurs tétra-polaires 4 x 63A
- 3 x disjoncteurs tétra-polaires 4 x 32A
- 2 x disjoncteurs tétra-polaires 4 x 25A
- 2 x disjoncteurs tétra-polaires 4 x 16A
- 2 x disjoncteurs bipolaires 2 x 16A
- 2 x disjoncteurs bipolaires 2 x 10A
- Une borne générale de terre et un collecteur de terre pour les départs.
- Une tresse de terre pour relier les tableaux aux parties mobiles.
- Barrette de neutre.
- Un bornier de raccordement pour les câbles des circuits de départ,

Le maître d'ouvrage n'acceptera en aucun cas des tableaux dont l'aspect esthétique aura été négligé (peinture mal exécutée, corrosion, câblage non satisfaisant...).

- Une signalisation lumineuse (3 lampes) de présence tension

L'armoire sera équipée d'un appareil de mesure pour disjoncteur de tête de type PM de scheider Electric, Socotec ou équivalent y compris TC le cas échéant, câblage, raccordement et toutes sujétions

L'armoire sera de dimension de (au minimum 200cm x 80cm x 80cm) qui peut être augmentée en fonction de l'appareil de tête et du nombre de modules utilisés avec une réserve de 30% pour une éventuelle extension de l'installation. Ce tableau sera catégoriquement refusé si la dimension est trop juste.

L'entreprise doit fournir et installer tout appareillage de protection ou de commande (disjoncteurs, contacteur etc.) s'avérer nécessaire pour compléter la constitution des tableaux.

La répartition des appareillages sera suivant les règles de distributions d'installation basse tension définies à la norme NFC 15100.

Le tableau doit contenir également les répartiteurs secondaires de courants assignés adéquats et tout autre équipement et accessoires nécessaires pour le bon fonctionnement électrique de l'installation.

La répartition entre les disjoncteurs bipolaire doit être effectué par des peignes

Tous les départs câbles seront sur borniers non déformables de sections adéquates.

- Fourniture et pose de câble U 1000 - R2V – (4 x 50 mm<sup>2</sup>) + T

- Fourniture et pose de câble U 1000 - R2V – 3 x 6 mm<sup>2</sup>

#### TRANCHEE

L'ouverture et la fermeture de tranchée en terrain de toute nature de dimensions suivantes : 0,40m x 0,80m y compris lit de sable de 20cm, terre criblée, grillage avertisseur, bornes de repérage et toutes sujétions.

#### TRAVERSEE

L'ouverture et la fermeture de traversée sous chaussée de 0.40mx0.80m avec exécution d'une multitubulaire de passage sous chaussée à trois buses en PVC de diamètre 100mm noyées dans le béton, y compris sable, grillage avertisseur reconstitution de la chaussée et toutes sujétions.

#### REGARDS DE TIRAGE AVEC TRAPPE EN FONTE

Fourniture ou Confection de regard en béton de dimensions appropriées pour les câbles BT avec trappe en fonte ductile C250 de dimension 91x95 cm et pose d'une trappe en fonte et toutes sujétions

Chaque regard doit contenir son propre système de fermeture à clés, y compris serrure, clés et toutes sujétions.

#### BUSE DOUBLE PAROI Ø110MM

Fourniture et pose de conduit annelé extérieurement et lisse intérieurement du type TPC et de diamètre extérieure 110 mm pour le logement des câbles et toutes sujétions de pose.

Les extrémités des TPC seront unies à l'aide de manchons présentant une bague intérieure servant de butée et assurant la continuité de la paroi intérieure.

Les remontées seront réalisées avec un rayon de courbure au minimum égal à 15 fois le diamètre extérieur de la gaine TPC sans être inférieur au rayon de courbure minimum du câble.

Ouvrage payé au forfait y compris toutes sujétions d'exécution et de contrôle.

#### **PRIX N°37 : HABILLAGE EN TOLE ALUMINIUM COMPOSITE**

Ce prix rémunère au mètre carré la fourniture et la pose d'un habillage en tôle aluminium composite (Alucobond ou équivalent) y compris structure secondaire et toutes surjetions de finition.

Ouvrage payé au mètre carré y compris toutes sujétions d'exécution et de contrôle.

## Appel d'offres ouvert N° 063-24-AOO

### Travaux d'aménagement de la station des grands taxis à l'aéroport Casablanca Mohammed V

Direction concernée	Direction des Achats et de la Logistique
<p>BAKKALI Mohammed Charif Chef de la Division Génie Civil</p> <p>HALSSOUSSE Fatima Zahra Directrice des Infrastructures</p>	<p>Le Directeur des Achats et de la Logistique</p> <p>Abdollah BOUKHLOUF</p>
Direction Générale de l'ONDA	
<p>04 AVR. 2024</p> <p>La Directrice Générale Habiba LAKLALECH</p> <p>Direction Générale OFFICE NATIONAL DES AÉROPORTS</p>	
Concurrent	
<p>CPS lu et accepté sans réserve</p>	